Démocratie

ORGANE DU PARTI DEMOCRATE DE L'INDEPENDANCE — 65, Bd. Danton — Casablanca

Deuxième Année N° 50 Lundi 3 Février 1958 Prix : 30 Fr.

LA VICTOIRE DES MEETINGS INTERDITS

EN PAGE 4

...Et quand on vient d'en rire, on devrait en pleurer.

CETTE SEMAINE

LA NAISSANCE D'UN NOUVEL ETAT ARABE .. page 2
A QUAND LE BUDGET ..... « 3
LA DEUXIEME DEVALUATION GAILLARD .... « 3
LA FIN D'UNE LEGENDE ..... « 4
DU CLOS A L'OUVERT ..... « 5
LE CONGRES DE L'U.N.E.S.C.O. ..... pages 6 et 7
LE MASTODONTE AUX PIEDS D'ARGILE ..... « 8
COUP DE FORCE CONTRE L'U.G.E.M.A. ..... « 9
UN FEMME TUNISIENNE NOUS PARLE ..... « 10
LA SEMAINE POLITIQUE ..... « 12

Les Arabesques de l'Actualité

par ROLAND BACRI (le petit poète)

J'AI GOUTÉ LE PREMIER PÉTROLE DU SAHARA

Quelques Touaregs de mes amis, sachant que je suis porté sur l'essence, m'ont envoyé dans une fiole, un peu de pétrole saharien.
De Bidon V !
Vous dire avec quelle joie j'ai brandi la fiole d'oil serait impossible. J'étais pris d'une sorte de fièvre, de fièvre naphteuse. Il me semblait voir, dans sa claire transparence comme une danse du sable :
Antinéa me faisant de grands signes de derrière les dunes...
J'ai réchauffé doucement le précieux flacon contre mes paumes. Je l'ai débouché avec des gestes d'amoureux. J'ai humé longuement. Comment ne pas devenir lyrique ?
Y avait du soleil sur son fond !
Il sentait bon le sable chaud...
N'y tenant plus, j'y trempais mes lèvres. Je mis une lampée (à pétrole) dans la bouche et je crachais.
Je pris une autre lampée que je gardais un peu plus longtemps et que je crachais aussi.
C'est ainsi, en crachant à chaque goutte, d'essence que l'on peut en connaître tout le prix !
Il faut vous dire que je suis un chevalier du taste-oil. N'entre pas qui veut dans cette corporation, fondée par M. le Garde d'Esso.
D'abord, il faut être un raffiné. Ensuite pour être admis en grande pompe parmi les « huiles », on vous fait drôlement tirer la langue...
Où en étais-je ? Ah ! oui. Le pétrole saharien n'a pas cette amertume, communiquée habituellement par les produits de l'échelle mobile... pardon ! les Shell Mobiloil.
Il est plus cher, bien sûr, mais il a un irremplaçable goût de dattes, de simoun, un je ne sais quoi qui rappelle les grottes, c'est ça, les grottes du Hoggar.
Après le pétrole Ane, voici le pétrole Chameau.
Mes amis Touaregs vont m'envoyer encore des tas de choses par le prochain convoi (un tramway nommé désert).
Des diamants de la plus belle eau (parfaitement ! du Sahara !) du fer, du manganèse, de l'uranium...
Ce sont de vrais rois mages, mes amis des sables !
Ils renouvellent le miracle de la Bible. Grâce à eux je vais avoir de l'or, de l'essence, de l'émir...

ANNONCES LEGALES

Royaume du Maroc
Ministère de l'Intérieur

—o—

DIRECTION GENERALE
DE LA SURETE NATIONALE

—o—

AVIS D'APPEL D'OFFRES

—o—

Le 19 février 1958, à 10 heures, dans les bureaux de la Direction Générale de la Sûreté Nationale à Rabat, il sera procédé à l'appel d'offres :

— Construction d'un Immeuble du Service de Police à Meknès (angle avenue Mézergues et avenue du Capitaine Poublan).

8ème LOT: PLOMBERIE SANITAIRES - 1ère Tranche.

Cautionnement provisoire :
soixante dix mille francs, 70.000.

Cautionnement définitif :
3 % du montant de la soumission.

9ème LOT: INSTALLATION DU CHAUFFAGE CENTRAL - 1ère Tranche.

Cautionnement provisoire :
cent vingt mille francs, 120.000.

Cautionnement définitif :
3 % du montant de la soumission.

Les références techniques et financières devront obligatoirement accompagner la soumission et être complétées par des attestations ou certificats émanants d'architectes ou d'Ingénieurs des Travaux Publics, et parvenir à la Direction Générale de la Sûreté Nationale à Rabat (Service des Constructions).

Pour la consultation des dossiers, s'adresser à : Monsieur GASTON GOUPIL, architecte D.P.L.G., 15, rue de Bordeaux à Meknès.

Préfecture de Casablanca

—o—

Services Municipaux

—o—

AVIS D'ADJUDICATION

—o—

ENTRETIEN et AMENAGEMENT
DES CHAUSSEES URBAINES
EXECUTION DES TRAVAUX
DE CYLINDRAGE
A TRACTION MECANIQUE

—o—

Dépôt des références avant le 11 février.

Les soumissions devront parvenir aux Services Municipaux - Bureau des Adjudications n° 61 - au plus tard le 18 février 1958, avant 17 heures.

Renseignements : Hôtel de Ville, Bureau 61.

Préfecture de Casablanca

—o—

Services Municipaux

—o—

AVIS DE VENTE
AUX ENCHERES PUBLIQUES

—o—

Il sera procédé, le jeudi 13 février 1958, à 9 heures, au Garage Municipal, 68, Route des Ouled Ziane, à la vente aux enchères de :

— 4 camions réformés.
— 1 voiture de tourisme.

Le prix de vente, majoré de 10 %, sera versé en espèces, séance tenante, entre les mains du Receveur Municipal.

Les frais de mutation seront à la charge des acquéreurs.

NAISSANCE D'UN ETAT ARABE UNIFIÉ

Samedi 1er février les présidents Gamal Abdel Nasser et Kouatli ont annoncé au monde la naissance d'un nouvel état uni arabe.

Si à travers l'histoire, l'union des peuples arabes a toujours été un facteur de progrès et d'indépendance pour eux, l'expérience de la première moitié du 20e siècle a tristement démontrée que toute division était exploitée par l'impérialisme étranger. La France et l'Angleterre ont joué savamment de la division des arabes pour mieux les dominer et les exploiter.

Aujourd'hui grâce au réveil des peuples arabes, à leur prise de conscience, l'union est venue sceller les liens de sang, d'intérêt, de religion et de langue qui existent entre l'Egypte et la Syrie. Unis par une même constitution, une seule assemblée, un gouvernement siégeant dans une capitale commune : tel est le prestigieux Etat qui vient de naître. Il comptera une superficie de 1.185.000 de km2 et une population de 26.500.000 âmes.

L'Egypte en effet a un territoire de 1.000.000 de km2 et compte 23.000.000 d'habitants, alors que la Syrie s'étend sur 185.000 km2 avec 3.500.000 habitants.

L'écrasante majorité du nouvel état est musulmane et parle l'Arabe. Ce qui fait aussi l'importance du nouvel Etat, c'est qu'il contrôle l'acheminement de 90 % du pétrole du Moyen-Orient vers l'Occident.

Le Canal de Suez d'une part et les pipe-lines de la Ramco assurent en effet l'évacuation de la quasi totalité de ce pétrole. Il faut noter que le nouvel Etat sera coupé provisoirement en deux parties séparées par la mer, et ce jusqu'à la construction projettée d'une route le Caire - Damas longue de 1.000 kms à travers le Sinaï.

Sur le plan stratégique et militaire le nouvel Etat sera d'une grande puissance. En effet d'après les estimations de la presse occidentale les deux armées égyptiennes et syriennes associées, formeront une force de 200.000 soldats en activité, 300 chars et près de 300 avions, ainsi qu'une flotte de 5 sous-marins.

La République arabe unie comme l'a déclaré le Président Gamal Abdel Nasser est ouverte à tous les peuples arabes sans exception. Tous ceux qui voudront y adhérer trouveront auprès de leurs frères égyptiens et syriens, affection, solidarité et compréhension.

Le Président Ahmed Assad chef de l'opposition libanaise a salué la naissance du nouvel état en déclarant : « l'union syro-égyptienne est une victoire éclatante pour la nation arabe et un grand événement qui changera le cours de l'Histoire de l'Orient arabe ».

Si la naissance de la République arabe unie est une victoire des peuples d'Egypte et de Syrie, elle a déjà été scellée depuis quelques années par une même politique étrangère et intérieure.

Sur le plan extérieur la Syrie comme l'Egypte avaient pris violemment position contre l'impérialisme occidental et avait pratiqué une politique de neutralité active.

Sur le plan intérieur, des tendances socialistes avaient dominé l'action des deux gouvernements avec cette nuance qui mérite de retenir l'attention, c'est qu'en Egypte il n'existe qu'un seul parti politique alors qu'en Syrie un régime parlementaire classique avec pluralité de partis domine la vie politique de Damas.

Nous disons longue et heureuse vie à la nouvelle République Arabe unie et nous prions Dieu d'aider à l'union de tous les peuples arabes.

« Démocratie »

Directeur : M. CHERKAOUI
65, Bd Danton - Casablanca
Téléphone : 537-85 et la suite
Adr. Tél.: Démocratie Casablanca

ABONNEMENTS :
1 an ..... 1.500 frs
6 mois ..... 750 frs
3 mois ..... 400 frs
C.C.P. Rabat 883-83

Imprimerie AMAL, 65, Bd Danton

PRESENCE AFRICAINE
REVUE CULTURELLE DU MONDE NOIR
Nouvelle série bimestrielle — N° XVII - Décembre-Janvier 1958

Au sommaire :

M.A. LAHBABI — *Propos sur la civilisation et les cultures* (suite et fin)
Harold Wright CRUSE — *An Afro-American's cultural views.*
Lamine DIAKHATE — *La poésie orale au Sénégal.*
F. MORISSEAU-LEROY — *La littérature haïtienne d'expression créole — Son avenir.*

***

Amadou SAMB — *Problèmes de langue et de style dans les parlers africains — Etude particulière du Volof.*
M. HOUIS — *Comment écrire les langues africaines ?*

***

René MARAN — *Les saisons et les jours.*
SEMBENE Ousmane — *La mère.*
Résolutions et recommandations de la Conférence des Peuples Afro-Asiatiques
Chroniques - Notes d'actualité - Les livres, etc...

***

Le numéro : 300 francs
Tarif des abonnements :
France et colonies (6 numéros) ..... 1.200 frs
Etranger ..... 1.500 frs
Abonnement de soutien ..... 3.000 frs

Administration et Rédaction :
17, rue de Chaligny - Paris XIIe - DOR. 38-39 - C.C.P. Paris 59.36.25

Les événements... et les hommes

A QUAND LE BUDGET ?

Le mois de janvier s'achève, le mois de février de l'année est commencé et il n'est toujours pas question de budget pour l'année 1958.

Le responsable de l'Economie avait laissé entendre au cours de l'année dernière que le budget serait cette année soumis à l'appréciation de l'Assemblée Nationale Consultative en temps voulu.

Quelles sont les raisons de ce retard ? Sont-elles, simplement d'ordre techniques ou plutôt sont-elles afférentes au fond.

Le Ministre de l'Economie est-il en mesure de donner un budget équilibré au pays, ou continuerions-nous à vivre de prévisions de recettes imaginaires et la comédie du budget d'équipement se renouvellera-t-elle encore une fois ?

Ce budget qui n'existe que sur le papier et dont la réalisation dépend de la bonne volonté de Paris et de Washington.

Beaucoup de milieux financiers s'inquiètent de l'absence de budget pour l'année en cours. Si les financiers sont inquiets, les fonctionnaires le sont plus, parce que le bruit court avec insistance que le 33 % appelé majoration marocaine dont certaines catégories de fonctionnaires marocains seront supprimés puisque la fonction publique n'est plus ouverte qu'aux autochtones, les étrangers devenant des agents à contrat.

Cette diminution substantielle de leur traitement sera-t-elle le cadeau qu'offrira le Ministre de l'Economie aux salariés de l'Etat pour l'année 1958 et ce malgré l'augmentation du coût de la vie occasionnée par la hausse du tarif douanier et de l'opération Gaillard.

Quand le Maroc aura-t-il son budget 58 ? C'est la question que se pose tous les citoyens.

La deuxième Opération Gaillard

Il a été question lors de l'application en France de la seconde dévaluation Gaillard, du décrochage du franc marocain.

Les responsables de Rabat ont laissé entendre à plusieurs reprises publiquement qu'ils ne pouvaient tolérer le comportement cavalier des dirigeants de la zone Franc à l'égard du Maroc. Il fut question que le Maroc indépendant marquerait cette indépendance en refusant tout automatisme dans la dévaluation. Puis les techniciens ont expliqué longuement à un public innocent que si la dévaluation du franc servait les intérêts de la France par contre elle porterait un préjudice grave et même mortel à l'économie marocaine qui traverse une période de recession.

On s'attendait de jour en jour au décrochage du franc marocain par rapport au franc français et à la réévaluation de notre monnaie au détriment de la monnaie française.

Le Ministre de l'Economie se rend plusieurs fois à Paris, il négocie avec M. Pflimlin, et de jour en jour s'estompe la nouvelle du décrochage.

Mais les Marocains avaient la satisfaction de ne pas subir la deuxième dévaluation Gaillard.

Le Ministre de l'Economie en accord avec son homologue français nous apprend qu'il n'est plus question de décrochage du franc marocain par rapport au franc français et qu'une solution « autonome et originale » était donnée par le Maroc à la dévaluation Gaillard.

En quoi consiste cette solution ? Un fond spécial de compensation est créé au Maroc, il a pour mission de faire une ristourne de 10 % sur les importations dont la liste sera fixée et qui concernent les biens d'équipement, les produits de grande consommation et les matières premières.

Ce font spécial de compensation est alimenté dit le Ministre de l'Economie par le fond de stabilisation d'échange et par le Trésor marocain, dans quelles proportions, ce que, nous ignorons ?

Nous ignorons aussi quelle est l'importance des subsides qui seront versés par la France à ce fond spécial de stabilisation.

Toutes questions dont nous n'avons pas encore de réponses. Mais ce qu'il y a de plus sûr c'est que l'application de cette deuxième dévaluation Gaillard au Maroc, mettra plus que jamais l'économie marocaine sous la dépendance du marché français et nous éloignera de clients étrangers qui sont sûrement très intéressants pour le Maroc.

Où est l'indépendance du Maroc dans tout ça ?

Congrès des Anciens de l'Ecole d'Administration

Les Anciens de l'Ecole Nationale d'Administration ont tenu dimanche 26 janvier 1958 à Tanger leur congrès annuel sous la présidence de S.AR. le Prince héritier.

120 délégués venus de tous les coins du Maroc ont tenu dans une ambiance jeune et amicale les assises d'un Congrès dont le résultat sur le plan pratique reste maigre.

M. Smires, président sortant donna lecture du rapport moral et céda la présidence à M. Chorfi qui présida la séance de travail. Plusieurs propositions intéressantes furent soumises à l'examen des congressistes de Tanger.

Les jeunes cadres marocains voudraient sur le plan d'une collaboration entre les états nord-africains, raffermir les liens de leur association avec celle de son homologue tunisienne.

De même que fut formulé le vœu que l'Ecole d'Administration Marocaine fut ouverte aux étudiants algériens.

Sur le plan de la défense de la fonction publique, les anciens de l'E.N.A. insistent pour que soit limité au strict minimum le nombre de fonctionnaires recrutés sur contrat.

Une attaque violente fut portée contre le Ministre de l'Intérieur qui a accordé une grande partie des postes de responsabilités (caïds, pachas, gouverneurs), à des illettrés et à des incapables. Autour de cette question la discussion fut très animée.

Les anciens de l'Ecole d'Administration réclamèrent leur représentation à l'Assemblée Nationale Consultative, au Comité de Formation Profesionnelle et au Conseil de l'Ecole d'Administration.

Telles furent quelques-unes des grandes questions débattues. Tard dans la nuit les congressites se sont séparés sans élire leur nouveau président, ni voté une motion définissant leur attitude sur les différents problèmes débattus.

EDITORIAL

M'HAMMEDI SERA VAINCU

La situation intérieure au Maroc se complique. Devant l'attitude du Ministre de l'Intérieur, qui use avec volupté de l'arsenal législatif rétrograde que lui a légué le régime du protectorat, l'opinion publique est de plus en plus consciente du danger qui menace le Maroc.

Driss M'hamedi a porté atteinte au cours de la semaine écoulée aux libertés de réunion et d'expression. Il a mis à exécution le plan de son parti contre l'opposition, qu'il faut à tout prix museler parce qu'elle dit la vérité et que la vérité froisse la susceptibilité des dirigeants istiqlaliens.

Si nous avons exercé jusqu'à il y a une semaine malgré beaucoup de difficultés et au prix de quels sacrifices nos droits politiques, toute action légale de l'opposition est devenue quasi impossible depuis les dernières décisions du Ministre de l'Intérieur interdisant la commémoration des événements de Souk l'Arba du Gharb et les conférences de nos camarades Bensouda et Boutaleb.

Cette situation nous impose une analyse précise du contexte politique présent.

Qu'est-ce à dire que ces interdictions et ces privations de liberté ? Quelles en sont les causes et quel est le but recherché par les promoteurs de cette politique répressive ?

Il était facile de deviner les réactions du Parti au pouvoir après le voyage de notre délégation au Congrès de Solidarité Afro-Asiatique du Caire et après la tenue de l'impressionnante réunion du Derb Bachco à Casablanca.

Le peuple, excédé par la politique extérieure du Gouvernement marquée par la compromission et sa politique intérieure basée sur l'injustice et le favoritisme cherchait l'occasion pour manifester dans la légalité et l'ordre sa désapprobation de l'action du parti de l'Istiqlal. Il était prévisible qu'une autre réunion publique du P.D.I. aurait sûrement rassemblé plus d'assistants qu'à Bachco.

La cause des mesures arbitraires prises par le Ministre de l'Intérieur est donc claire : la peur du peuple qui connaissant les artisans des difficultés inextricables dans lesquelles il vit, se refuse à être encore gouverné par eux.

Cette peur du peuple, qui ne veut pas être l'agneau de la fable a dicté à M'hammedi son plan machiavélique qui tend à paralyser l'opposition.

Quel est le but de cette politique. Permettre à l'Istiqlal de rester au pouvoir, et ce, contre la volonté populaire.

L'idée de se cramponner coûte que coûte aux portefeuilles ministériels est troublante et dénote chez M'hammedi et consorts des visées inquiétantes. On peut justifier cette soif du pouvoir par les avantages matériels qu'ils en retirent. Mais au-delà des avantages, du confort, il y a des questions idéologiques.

En effet les totalitaires qui se trouvent au pouvoir se refusent de jouer le jeu démocratique et de se retirer du gouvernement quand ils n'ont plus l'appui du peuple.

Pour durer à leurs postes gouvernementaux, ils enlèvent au peuple tous les moyens légaux de lutte, et le gouvernent contre son gré, de force et par l'intermédiaire de la police.

Au régime légal succède le régime policier. Telle est la situation du Maroc.

Il n'y a donc plus de moyens légaux de lutte à la disposition de l'opposition, que M'hammedi veut acculer à la révolte.

D'autres moyens sont employés contre l'opposition démocratique. On ourdit contre elle des complots, on arrête ses militants, dont on tente d'arracher les « aveux spontanés » par les tortures, on enlève les patriotes les plus intrépides et on en peuple les camps secrets.

Ainsi Maâti Somir que le Tribunal régional de Beni-Mellal vient d'innocenter a été arrêté encore une fois à Kouribga, ses camarades de Sidi Boulonouar sont soumis actuellement aux pires sévices dans les geôles de la police. Et partout au Maroc M'hammedi passe à l'exécution de son plan.

Mais le Ministre de l'Intérieur se trompe profondément. Son plan échouera parce que le peuple marocain est politiquement mûr, conscient et qu'il ne peut être le jouet des apprentis dictateurs.

Ce peuple ne tombera pas dans les pièges que les provocateurs lui dressent.

Confiants dans la sagesse de S.M. le Roi qui est le plus sûr soutien du régime démocratique, il attend.

D'ailleurs, si à la provocation, le peuple répond par des attitudes de dignité et d'ordre, c'est parce qu'il sait que le Souverain ne tolèrera pas que s'institue la dictature de l'Istiqlal.

M'hamedi sera bientôt vaincu, car tous les ennemis du peuple l'ont été avant lui.

« Démocratie »

La victoire des meetings interdits

par Carlos de NESRY

Dans sa vieille sagesse, Machiavel disait : « Celui qui établit une dictature et ne tue pas Brutus, ou celui qui fonde une république et ne tue pas les fils de Brutus, celui-là ne régnera que peu de temps ». Il faut croire que la politique n'est qu'un éternel recommencement, et que la technique du coup d'Etat n'a guère changé depuis l'antiquité. Les événements actuels au Maroc sont là pour en fournir une illustration frappante. Les tenants du pouvoir, dont on ne sait plus s'ils cherchent la dictature par la république ou la république par la dictature, semblent avoir adopté et les conseils et la formule machiavéliques. Certes, on n'a pas tué Brutus, ni ses fils. Et il faut espérer, pour l'honneur national, pour le salut de tous et pour la paix de ce pays, que celà n'arrivera jamais. Mais on a commencé par emprisonner les possibles Brutus et les alliés de Brutus, afin d'effrayer les Brutus réels. On a ensuite tenté de les déconsidérer. On a décidé aujourd'hui de les faire taire. Le mécanisme poursuit son mouvement. Quelle sera sa prochaine phase ? Où s'arrêtera-t-il ? Assisterons-nous à son complet développement ? Verrons-nous peut-être se déclencher un mécanisme inverse qui neutraliserait les effets du précédent ? Quoi qu'il en soit, un fait est certain. En voulant pousser le processus à ses limites, le césarisme s'est découvert. En jetant ses cartes, l'adversaire s'est interdit désormais à lui-même l'équivoque et l'ambiguité. Alea jacta est. A force d'être revendiquée par tout le monde, la liberté avait fini par devenir un masque et un alibi. On saura désormais quel est son vrai camp, quels sont ses vrais partisans, et de quel côté elle pourra venir. Par surcroît, par leur énervement, par leur précipitation à déclarer la guerre à leurs opposants, les dirigeants du pays ont par là-même prouvé leur crainte devant ces opposants. Ce sont les fautes de César qui font triompher la révolte. Car, une dialectique rigoureuse et immuable a toujours voulu que le despotisme amène lui-même son antidote et son antithèse, et la vérité résulte de l'erreur, et, qu'immanquablement, l'aurore succède à la nuit.

LES BOUCHES « SCELLES » SONT SOUVENT LES PLUS ELOQUENTES

Telle est la leçon des meetings interdits de Tétouan et de Tanger, telle est la leçon de la réunion interdite de Beni Mellal, des cérémonies et des prières interdites qui devaient commémorer Souk-el-Arba Meetings prohibés mais non point manqués ! Prières étouffées mais toujours exaucées ! Belles réunions virtuellement réussies et jamais inutiles! Les bouches «scellées» sont souvent les plus éloquentes. C'est du fait de leur interdiction que ces conférences et ces actes ont pris leur sens et leur transcendance. Un sens et une transcendance qu'ils n'auraient pas eut peut-être s'ils avaient été réellement tenus. La signification ainsi prise s'affirme suivant une double dimension. Et d'abord, les mesures décidées par les gouvernants ont tracé, entre les parties en présence dans cette lutte décisive pour l'avenir de la nation, une ligne de démarcation définitive aussi bien sur le terrain idéologique sur sur celui des méthodes et des faits. Par leur caractère manifestement arbitraire, par l'excès de pouvoir qu'elles supposent, par leur irrespect des traditions religieuses et sacrées, par leur contradiction avec les arrêtés des temps révolus, par leur mépris de toute logique autant que par leur mépris de toute légalité, des décisions des dirigeants ont démontré ouvertement et incontestablement que la démocratie proclamée dans les hauteurs est trahie dans la réalité de tous les jours, et que, décidément, aux yeux des autorités en place, la liberté est un luxe qui peut attendre. Vérité amère mais utile, car les situations claires ont du bon. Tout le monde, en effet, sait maintenant à quoi s'en tenir. Si la démocratie marocaine était jusqu'ici un non-sens, elle s'avère être aujourd'hui une duperie générale, une duperie à l'échelle nationale aussi bien qu'à l'échelle internationale. Le prétendu libéralisme marocain n'est, hélas, qu'un beau mythe pour l'exportation, une belle métaphysique gratuite pour usage externe. Entre l' « Etat de droit » et l' « Etat de police », entre la liberté de l'homme et sa négation, entre les progrès et la régresion, entre la philosophie des lumières et la philosophie des ténèbres, les tenants du pouvoir ont choisi, pour eux et pour nous. Ils le savent et nous le savons. Ce qui n'était que pressenti est aujourd'hui officiel, et l'option décisive de ces journées, aura marqué, à jamais, la fin de l'imposture.

ON N'ATTAQUE QUE CE QU'ON REDOUTE

Les critiques et les dénigrements sont l'apanage des grands hommes et des grandes organisations. « De los malos toreros no se habla », disent les Espagnols. Des mauvais toreros on ne parle pas. Une deuxième et non moins importante conclusion à tirer de l'attitude gouvernementale devant les meetings démocratiques est l'importance reconnue aux activités des démocrates. Ces interdictions sont un symptôme. Le symptôme révélateur de la crainte inspirée aux pouvoirs publics par les partisans de la liberté. En effet, tout laissait présumer que les réunions projetées auraient marqué une nouvelle avance d'une marée montante désormais incompressible. Le meeting de Bachco en était le signe précurseur. Ceux de Tétouan et de Tanger s'annonçaient comme un véritable raz-de-marée dans le Nord. En les interdisant, on ne faisait que confirmer à posteriori ces brillants augures. On n'attaque que ce qu'on redoute. On redoutait la phrase élégante de M. Boutaleb et sa virtuosité persuasive. On redoutait l'éloquence entraînante de M. Bensouda et ses métaphores populaires. On redoutait de tous les deux, l'exposé exhaustif des vérités de l'heure, la dénonciation des inconséquences officielles, des contradictions entre le dire et le faire, entre une indépendance fictive, subjective et théorique et la libération objective et concrète. On craignait le réquisitoire inexorable contre le pouvoir pour le pouvoir, le plaidoyer pour une allégeance authentique au Trône et à la loi, l'invitation à un véritable renouveau national dans la véritable voie royale. Pareil manifeste était particulièrement appréhendé dans une ancienne ville internationale, naturellement ouverte sur l'étranger, et qui demeure un observatoire tout désigné face aux réalités marocaines. Le signataire de ces lignes, auquel on avait fait l'honneur d'inscrire pour le meeting de Tanger — « Tu quoque, fili mi ! » — se proposait justement, dans un exposé des motifs destiné notamment à la partie européenne de l'auditoire, résumer les données réelles du moment politique marocain. Aucun de ces discours ne fut prononcé. Mais la stupeur générale de la ville en apprenant leur interdiction, ces cordons de policiers qui, à l'heure prévue pour la réunion, entouraient l'édifice — un grand cinéma du centre — où cette réunion devait se tenir, furent, pour les orateurs réduits au silence et pour leurs supporters, la plus éclatante des revanches. Jamais l'opinion publique n'avait mieux senti l'atteinte irritante d'un abus de pouvoir, et, par contre-coup, la sympathie grandissante pour ceux qui en étaient l'objet. Jamais ne s'était mieux imposée la nécessité d'une opposition et sa légitimité. Jamais nos chances ne furent plus grande.

LA COMPENSATION

Interdites en public, les conférences du reste reprises en privé, parmi les fidèles irréductibles. Toute la journée, les leaders démocrates reçurent les délégations de la ville et de la région qui venaient renouveler leur adhésion aux axiomes de la liberté, et leur attente d'un ordre meilleur. De toutes parts, on venait écouter les messages édifiants, les directives pour l'action future, et la voix de l'espoir. Et tout le monde repartait convaincu que le temps travaille pour le P.D.I., et le Gouvernement aussi.

C'est ainsi que le bilan de cette journée nous a été éminement favorable. Tant il est vrai que les meetings interdits sont une compensation et une victoire. Prométhée enchaîné triomphe autant parce qu'il est enchaîné que parce qu'il est Prométhée. Ces faits apparaissent dans la conjoncture actuelle comme autant de signes fastes qui marquent, à n'en plus douter, la veille des lendemains triomphants et le seuil des possibles infinis.

LA FIN D'UNE LEGENDE

Les faits sont là. N'importe, certains ont l'utopie tenace : ils espèrent encore en un « réveil de l'opinion française », qui contraindrait le gouvernement à négocier en Algérie.

Les Français, disent-ils, ne savent pas. S'ils savaient, ils se révolteraient contre les méthodes qui déshonorent la France, ils s'insurgeraient contre une guerre qui la saigne pour rien, l'évince du Moghreb, met en péril la République.

A la France légale, celle des ministres et des généraux, ils opposent donc la France réelle, qui grouperait, dans un respect commun des valeurs humaines cardinales, tous ceux, précisément, qui ne font pas de politique. Mystifiés, ils seraient innocents ; leur innocence excuserait leur passivité. Mieux : leur ignorance, et la violence de leur révolte, lorsqu'ils découvrent la vérité, témoigneraient de la santé morale du pays, elles justifieraient l'espoir d'un renouveau prochain.

Cette confiance en une France noble et généreuse, objectivement complice, mais subjectivement irresponsable, est profondément touchante ; et il est émouvant de la découvrir singulièrement vivante et têtue chez ceux-là mêmes qui souffrirent, des années durant, le joug français. « Le peuple de France est sain, me déclarait un ami marocain ; je suis convaincu que ses représentants agissent à son insu. Le général Buchalet est l'émissaire de M. Gaillard, il n'est pas l'envoyé du peuple ».

La vérité, hélas, est moins plaisante.

Sans doute, jusqu'à l'été dernier, cette confiance semblait-elle relativement fondée. Il est certain que pendant deux ans, de novembre 1954 à la fin 1956, les Français méconnurent les réalités algériennes : l'Algérie était encore une affaire gouvernementale. Elle devint publique au début de 1957. En février, en mars, des documents furent publiés ; on se rappelle le pamphlet de P.H. Simon, la brochure *Des rappelés témoignent*, l'implacable déposition de R. Bonnaud, *La paix des Nementchas*, et tant d'autres.

Il y eut aussi, on s'en souvient, des protestations spectaculaires : la démission du général de Bollardière, le retrait du Professeur Capitant, l'opinion semblait émue, et G. Mollet, pour l'apaiser, institua la Commission de Sauvegarde. Dernièrement encore, s'est constitué un Comité Audin, et *L'Express* a parlé d'une « Révolte de l'Université ».

L'émotion d'une fraction de l'opinion ne justifie pas, cependant l'optimisme des rêveurs. Il est certain que, dans tous les milieux, dans tous les partis, d'honnêtes gens s'indignent, qu'ils reconnaissent volontiers le droit du peuple algérien à disposer, comme il l'entend, de son histoire, que l'indépendance ne les effraie pas, et qu'ils soutiennent,

(Suite en page 9)

A propos du :

DU CLOS A L'OUVERT (1)

I

Je remercie mes confrères et amis Jean Lacroix et Henry Mavit pour leurs lettres que *Démocratie* vient de publier (n° 44). Dans le volume des Propos sur « Civilisation humaine et cultures nationales » qui paraîtra cette année, je tiendrai compte des renseignements bibliographiques indiqués par le Professeur Lacroix.

Je suis entièrement d'accord avec ce que dit le Professeur Mavit. Je n'ajoute qu'une légère explication afin d'éviter tout malentendu. M. Mavit m'objecte ceci : « Supprimer par la pensée l'essor industriel, l'essor européen, pensez-vous que l'on sera en présence d'un monde qui avait trouvé des bases humaines justes et solides » ? Je ne veux pas *supprimer* l'essor industriel européen ni substituer au monde d'aujourd'hui un autre, mais tout simplement voir tous les hommes de bonne volonté se mettre à *chercher* les bases humaines, justes et solides dont parle M. Mavit. Accepter notre société moderne, mais faire les diagnostics des maux dont elle souffre, afin d'arriver, un jour, grâce à l'effort de tous, à l'humaniser.

II

Parmi les lecteurs qui ont suivi mes Propos il y a aussi M. Richard, magistrat de Mazagan, qui a eu l'amabilité d'envoyer à *Démocratie* (n° 12) une note où il discute un passage contenu dans un de mes articles. Je voudrais aujourd'hui le remercier de sa bonne intention et reprendre dans le détail, et avec la même sympathie intellectuelle, sa note, point par point.

NOUS PROTESTONS

« *Qu'est-ce que le protestantisme ? C'est l'insurrection de la raison individuelle* » (d'une lettre de Joseph de Maistre à Lamennais).

Que notre dessein, dans la discussion d'aujourd'hui, soit bien clair : il ne s'agit pas d'une polémique, encore moins de critiques, mais d'efforts pour comprendre un certain nombre de réalités historiques et philosophiques que soulève la note que l'honorable magistrat a bien voulu nous adresser.

Voici la phrase incriminée qui nous a voulu ses observations :

« Les protestants se sont séparés de l'Eglise romaine au nom de la Raison et de l'Evangile », à quoi il répond :

« Au nom de l'Evangile, ou plus exactement de l'Ecriture, certes. Au nom de la Raison, certainement pas ».

Puis il nous parle de l'absolu mépris dans l'enseignement de Luther, de Calvin et de leurs disciples, pour la raison qui « n'est digne d'aucune confiance ».

Le lecteur s'imagine combien est délicat, pour un non-chrétien, de ne pas donner l'impression de défendre l'Eglise Réformée contre le Catholisisme, ou inversement, lorsqu'il s'efforce de comprendre des problèmes touchant d'assez près la théologie. Nous essayons quand même, avec un esprit objectif. Nous commençons par rappeler, brièvement, quelques faits et faire quelques remarques concernant le Protantisme d'un Luther et d'un Calvin dépouillés des légendes qu'a créées autour d'eux la polémique (1).

1° — Le protestant admet la liberté humaine, et par conséquent croit à la conscience individuelle qui en est le support, à condition qu'elle se laisse éduquer selon l'esprit. Là, nous semble-t-il, interviennent l'effort individuel de compréhension et le jugement personnel (le *raïy* dont parlent les mutakallimûn musulman). La raison s'impose nécessairement, dès qu'on évoque la conscience morale ou le jugement humain.

2° — La raison vaut en ce qu'elle s'insurge contre l'autorité de la lettre : le *taqlîd* (acceptation passive des traditions) répugne aussi bien aux grands penseurs musulmans qu'aux protestants. Dans ces conditions, la raison ne regarde comme vrai que ce qui peut se légitimer par des arguments clairs, en dehors du principe d'autorité qui pourrait apparaître comme la négation même de la personnalité. Le protestantisme, comme le mouvement mu'tazilite en Islam, ne pouvait étendre les investigations, le libre examen à tous les domaines, y compris les textes sacrés, sans user du raisonnement. D'ailleurs, ce qui pousse à mettre en question les dogmes reçus, tant pour le Protestantisme que pour la *salafia* (2), c'est le souci scrupuleux de fidélité, d'une part à l'Ecriture, et de l'autre au Coran et à la Sunna. De nos jours encore, le grand théologien protestant, Karl Barth refuse la soumission aux systèmes, à toute scolastique, comme les chefs de la Salafia, Al-Afghânî, 'Abdû, Rid'â, Ibrâhimî, Benlarbi Lalaouî et Allal Al-Fâsî qui condamnent le *taqlîd*.

par

Mohamed Aziz LAHBABI

Ainsi, en proclamant l'indépendance de la théologie et le libre examen, le protestantisme reconnaît la valeur de la raison et nous fait penser, en quelque sorte, l'*idjtihâd* (effort personnel de recherche à partir des textes sacrés) auquel recourent la salafia. Ainsi, dans un cas comme dans l'autre, on se sert de la raison au moins méthodologiquement.

3° — Je crois qu'accuser de dogmatisme outrancier la pesée protestante, serait injuste envers ceux qui soutiennent le libre examen pour chacun et considèrent la raison comme ce qui a remis en honneur cette vérité importante que « la religion a son fondement dans l'essence de la nature humaine » (3).

Ainsi, sans nier l'Absolu, on récuse les faux absolus.

4° — Luther et Calvin s'inspirent d'un des piliers de l'Eglise, et des animateurs de la pensée médiévale, Saint-Augustin, surtout pour leur thèse de base sur les relations de l'âme avec Dieu. Leur « raison » n'admettait pas le Purgatoire d'où les âmes pourraient être délivrées par des messes, comme elle leur faisait rejeter la doctrine des Indulgences qui représentait une source de richesses matérielles appréciables pour la papauté. Ce rationalisme-là, est considéré, du point de vue catholique, comme une hérésie, c'est une affaire théologique entre chrétiens. Néanmoins, il apparaît, pour un observateur extérieur — surtout s'il est personnaliste — comme un moyen de libération. Peut-être me trompé-je.

5° — Bien sûr, Luther relègue « dans le lieu le plus sale de la maison » la raison entendue dans le sens du XVIII[e] siècle (sur ce point, et avec cette précision, M. Richard aura raison). Or, pour Luther la raison doit être prise dans le sens organique, par opposition à la raison analytique d'un Voltaire, et se distingue d'avec la raison raisonnante, par exemple d'un Ibn ar-Rawandî dans l'histoire du *Kalâm* musulman. Comme chez les mu'tazila (le mouvement théologique le plus rationnaliste de l'Islam) pour Luther la raison est incluse dans la foi : ce qui fait penser à ce que Saint Paul appelle (un culte raisonnable ». (Epître aux Romains, XII, 1).

6° — Ainsi comprise, la raison chez Luther, et dans le Protestantisme, est indéniable. Il faut reconnaître qu'elle n'est pas indépendante de la foi (comme chez les Mu'tazila, et même chez Saint Thomas et dans toute la scolastique catholique). La foi, pour Luther, comporte la liberté individuelle, cette sorte de liberté que Saint Paul appelle « la liberté de la gloire des enfants de Dieu ». (Ep. aux Romains VIII, 21). A partir de là, il existe, effectivement, une autonomie de l'examen, c'est-à-dire l'exercice légitime de *la raison*, du *raïy* (opinion personnelle).

Il fallait donc à M. Richard de nous indiquer de quelle raison il parle...

***

A BAS AVERROES !
VIVE SAINT THOMAS !

Après avoir « montré » certains défauts du Protestantisme, et par surcroît de sa désintégration au profit du Catholicisme, M. Richard passe à l'apologétique de l'Eglise Romaine. Celle-ci, dit-il, « *a toujours affirmé l'entier accord* de la foi et de la raison » (4). Sans doute y a-t-il eu, parfois, des efforts pour affirmer cet accord (que nous ne qualifierons point d' « entier ») ; mais, dans la réalité, tant pour le présent que pour le passé, les choses se passent autrement :

1° — Averroès, le porte-drapeau de l'aristotélisme et du rationalisme musulman, se trouve traité, aujourd'hui encore, de Turc à Maure par bien des gens, tels M. Richard qui me conseille : « Méfiez-vous de certains de vos penseurs comme Averroès » !

2° — Dans le passé, une partie importante du clergé se méfiait de la raison et des hommes qui voulaient, précisément, concilier foi et raison, tels Averroès dont toute la pensée était orientée dans ce sens. Contentons-nous de rappeler son ouvrage, dont le titre est très significatif : « Traité décisif sur l'accord de la religion et de la philosophie » (5).

Averroès était la tête de turc du clergé catholique. A la demande du Pape Jean XXI (7 mars 1277) l'évêque de Paris, Etienne Templier, rédigea un rapport sur les troubles qui agitaient l'Université par la faute de ceux qui se permettent d'exercer la raison, de penser par eux-mêmes. Il établit une liste de 219 propositions : certaines thèses visées s'inspiraient d'Averroès, mais d'autres (une vingtaine au moins) étaient soutenues par Albert le Grand et... Saint-Thomas d'Aquin. Conséquence immédiate : Siger de Brabant, qui enseignait à l'Université de Paris de 1266 à 1277, fut condamné à l'internement à vie comme incitateur de l'averroïsme latin ; on l'assassina en 1282. En même temps que lui, et pour les mêmes raisons, Boèce de Dacie et Bernier de Nivelles allèrent finir leurs jours en prison. L'augustinisme triompha, au détriment de l'aristotélisme, de l'averroïsme et de certaines thèses thomistes.

***

Notre surprise atteint son maximum lorsque M. Richard, qui trouve l'averroïsme suspect, nous dit que l'Eglise se recommande, « plus que jamais d'un des plus grands philosophes du Moyen-Age, Saint-Thomas d'Aquin » qui aurait établi l'accord entre la foi et la raison. Je ne comprends pas qu'on puisse « se méfier » d'Arroès et agréer Saint-Thomas d'Aquin. Lorsqu'à la fin du XIII[e] siècle Robert Kilwardby, théologien d'Oxford et archevêque de Canterbury condamna Aristote et l'aristotélisme arabe (Averroès en tête) il n'épargna point le thomisme. Et quand en 1285 et en 1288 son successeur, Jean Peckham renouvelait ces condamnations, il n'entendait pas en exclure Saint-Thomas, au contraire, il le visait en premier lieu. Ainsi, Saint-Thomas était aussi suspect qu'Aristote et Averroès.

(à suivre)

---

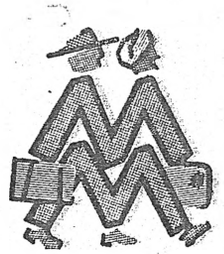
(1) Ils sont non-légendaires, par exemple dans Lucien Febvre, *Un destin, Martin Luther* ; et pour Calvin et le calvinisme dans les travaux de J.-D. Benoît.

(2) Mouvement réformateur musulman à propos duquel nous avons fait le rapprochement dans la phrase incriminée par M. Richard.

(3) F. Lichtenberger, *Encyclopédie des sciences* religieuses, t. XI, p. 122.

(4) C'est nous qui soulignons.

(5) Cf. la trad. fr. de L. Gauthier. Ed. Carbonnet, Alger (3e éd. 1948).



FOIRE TECHNIQUE ET D'ÉCHANTILLONS

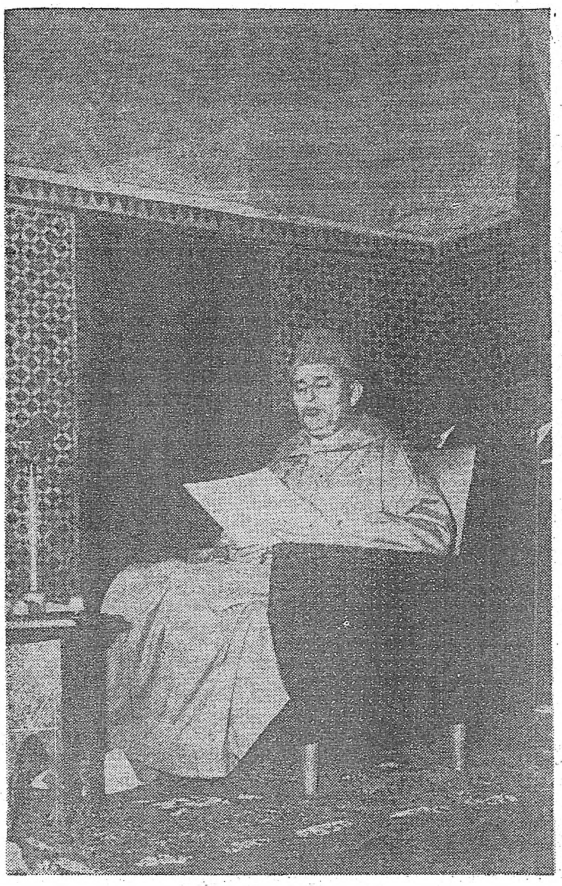
Carnets de légitimation officiels délivrés par :
• UMCIA 23, Rue Claude. CASABLANCA
• Chambre Française de Commerce et d'Industrie de Casablanca - 90, Boulevard Mohamed V B. P. N° 73 CASABLANCA

FOIRE DE LEIPZIG
2-11 MARS 1958

LEIPZIGER MESSEAMT • LEIPZIG C 1 • HAINSTRASSE 18

LE CONGRES DE L'UNESCO

FEZ reçoit les repré



S.M. le Roi prononce son discours.

INTRODUCTION

Le congrès de l'U.N.E.S.C.O. pour les peuples de culture arabe a tenu ses assises du 27 au 30 janvier 1958 dans la prestigieuse ville de Fez. Nul cadre n'était mieux choisi pour servir de lieu de rencontre à ces intellectuels, venus de tous les bords de la Méditerranée pour étudier, penser les problèmes de culture propre au monde arabe. Fez la mystérieuse, Fez, capitale de l'Islam aux vieilles mosquées, aux minarets innombrables, aux souks pittoresques, aux remparts millénaires, était un livre ouvert d'histoire du Maroc que les congressistes devaient parcourir avec émerveillement. On ne pouvait souhaiter un lieu plus propice aux confrontations intellectuelles que cette ville riche en souvenirs. Son passé la prédisposait à jouer ce rôle. Longtemps durant le Moyen-Age, son université célèbre en Orient comme en Occident était le lieu de pélerinage de tous les savants. Havre de grace, ville bienheureuse, perdue dans ses jardins bercée par le murmure des eaux, Fez a gracieusement ouvert ses bras aux délégués de l'U.N.E.S.C.O. Elle a le charme de Damas, le caractère de Bagdad et l'agitation estudiantine du Caire.

Tous ces frères Arabes ont dû se sentir chez eux.

La Délégation Marocaine

Si nous avons été heureux de recevoir ces éminents représentants de la pensée arabe ainsi que différents observateurs étrangers, si de telles manifestations sont utiles pour faire connaître le Maroc et pour consolider ses liens avec le monde arabe, combien il aurait été sage et digne que le Maroc soit représenté par des hommes compétents.

Face à de grands professeurs d'université, à des écrivains célèbres et à des savants émérites, le Maroc a piteusement aligné une délégation de petits fonctionnaires dont certains se sont à peine dégagés de l'analphabétisme, comme si le Maroc n'avait pas assez de cadres et d'intellectuels.

Certains délégués marocains ne savaient même pas s'exprimer correctement en arabe. D'autres étaient incapables d'assimiler les problèmes traités. Mais au fait quelles sont les raisons de cette faible représentation ? C'est avant tout l'esprit partisan qui a inspiré sa composition. On fait tout dans les milieux gouvernementaux pour éloigner des activités publiques et internationales tous ceux qui ne sont pas de l'Istiqlal. Et c'est le Maroc qui en pâtit. C'est la renommée et la dignité de notre nation qui en souffrent.

Discours de S. M. le Roi

Heureusement que le rayonnement de S.M. Mohammed V sauve notre prestige. Le discours prononcé par S.M. le Roi devant les délégués de l'U.N.E.S.C.O. est d'une très haute élévation de pensée. S'il définit en des termes heureux la mission du Maroc comme trait d'union entre l'Occident et l'Orient, comme lieu de convergence de la culture européenne et de la culture arabe. Il n'en précise pas moins l'originalité du génie de notre peuple.

TEXTE DU DISCOURS DI

« Louange à Dieu !

Messieurs,

Nous sommes heureux d'ouvrir la conférence des commissions nationales arabes pour l'U.N.E.S.C.O. et de souhaiter la bienvenue aux délégués venus des pays frères pour participer à ses travaux et prendre contact avec une terre arabe qu'ils n'ont pu visiter jusqu'ici. Nous souhaitons également la bienvenue aux observateurs et aux personnalités invités à cette conférence et les remercions d'avoir répondu à l'appel de la commissions nationale marocaine.

Dès que fut lancée l'idée de tenir cette réunion, notre pays s'est empressé de manifester le désir de l'organiser et a choisi pour cette rencontre Fez, une des plus importantes cités, foyer universitaire de grande renommée. Notre pays ne faisait ainsi qu'accomplir son devoir, dans le domaine de la culture, et faire revivre une de ses plus chères traditions. Vous savez, en effet, que depuis des siècles, la situation géographique du Maroc a prédisposé notre pays à jouer un rôle de premier plan dans la rencontre et le brassage des civilisations, servant ainsi de trait d'union entre l'Orient et l'Occident. Cette position a ouverte de larges horizons à nos penseurs, dont le génie était, non pas au service d'un groupe déterminé, mais au service de l'humanité tout entière. Nous avons, en effet, toujours présente à l'esprit l'importance de Karaouyine, une des plus anciennes universités du monde, où étaient enseignées, en même temps, les mathématiques, les sciences naturelles, la littérature, la philosophie et la théologie.

Nous n'oublions pas non plus de rendre hommage à Fez, qui fut une des sources les plus riches de la culture et de la civilisation dans cette partie occidentale du monde arabe. Ses écoles, ses instituts étaient un lieu de rencontre des étudiants qui affluent de tous les pays africains et méditerranéens et dont quelques-uns, venus d'Europe, ont connu une célébrité universelle.

Notre profond attachement à la science et Notre volonté de participer à son enrichissement ont été lors de l'élaboration du programme d Nous avons fait de la culture la base fo édifice et nous l'avons considérée comme tiels des citoyens. Durant Notre lutte pou avons mené simultanément le combat su sur le plan culturel. Ces efforts — Dieu couronnés de succès. La voie est maintena Nos sujets qui la suivent avec persévér le ferme désir de franchir d'autres étape les hommes compétents et l'assistance des internationaux, éducatifs, culturels et scie culier, l'U.N.E.S.C.O.

Messieurs,

Nous avons parfaitement conscience qui incombent à l'U.N.E.S.CO., ainsi que champ d'action ; mais les sacrifices, que sont insignifiants comparés aux avantages nité. La culture est actuellement pour les saire que l'air et l'eau, non seulement p intellectuel mais également pour leur pe cher, se comprendre et vivre en paix, c et des crises dans lesquels se débat l'hur l'ignorance, de l'égoïsme et de l'intoléranc une paix réelle et durable le jour où, les esprits fermés s'ouvriront et triomphe

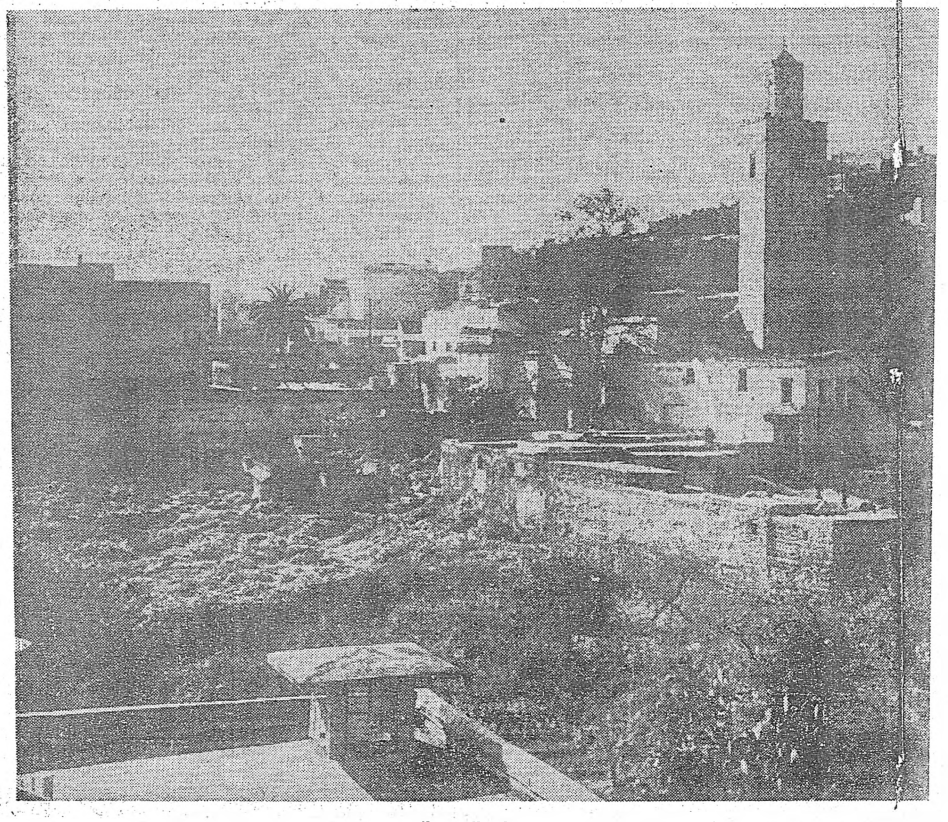
Il Nous est agréable de constater qu inscrits à votre ordre du jour figure nota « L'appréciation des valeurs de l'Orient effet, une juste appréciation réciproque c engendre le respect mutuel et leur permet ont de meilleur et de mettre fin à la m Nous vivons dans un monde qui, grâce ni frontière ni distance, ni particularism

Les délégués étrangers ont été très heureusement impressionnés par le message royal et ont su gré au Souverain de l'attachement qu'il a manifesté à la culture des ancêtres, à cette culture qui s'est épanouie avec éclat dans les universités de Cordoue, Séville, Marrakech, Fez, Kiraoune, le Caire, Bagdad, Damas durant le Moyen Age.

Le Discours de Sa Majesté fut aussi un message de paix et Notre Souverain a exhorté les hommes à s' à travers la connaissance et le savoir.

Le Drapeau Algérien

Le peuple de Fez qui a toujours su se dignement ses hôtes a pavoisé, décoré sa



Fez ville des minarets et des mosquées.

...CO
...résentants des peuples arabes

...S DE S. M. LE ROI

...nent ont été Notre souci constant
...ogramme de Notre renaissance.
... la base fondamentale de Notre
...éré comme un des droits essen-
...re lutte pour la libération, Nous
... combat sur le plan politique et
...rts - Dieu soit loué — ont été
...st maintenant toute tracée devant
...ec persévérance, et Nous avons
...autres étapes avec l'aide de tous
...sistance des différents organismes
...urels et scientifiques et, en parti-

conscience des lourdes charges
..., ainsi que de l'ampleur de son
...crifices, quel qu'en soit le prix,
...x avantages qu'en attend l'huma-
...nt pour les hommes aussi néces-
...seulement pour élever leur niveau
...our leur permettre de se rappro-
...en paix, car bien des problèmes
...débat l'humanité, proviennent de
... l'intolérance. Le monde connaîtra
le jour où, grâce à l'instruction,
...triomphera la tolérance.
...constater qu'au nombre des sujets
...figure notamment le programme :
...le l'Orient et de l'Occident ». En
...échange des valeurs des nations
...leur permet d'échanger ce qu'elles
...fin à la méfiance et à l'hostilité.
...qui, grâce au progrès, ne connaît
...particularismes, et dont la civilisa-
...tion est le patrimoine commun de tous les peuples, car elle est l'héritage de toutes les civilisations qui l'ont précédée. La solidarité entre les peuples en fait d'eux les membres d'une même famille et leur impose l'obligation de coopérer pour répandre la culture et délivrer des millions de victimes de l'ignorance, avec le même dévouement quand il s'agit de se porter secours lors des cataclysmes et des famines.

Les savants doivent également mettre leur science au service des hommes et en faire une source de vie, un facteur d'amitié, d'entente et de paix, afin que l'humanité connaisse le bonheur et la tranquillité.

Le Maroc, profondément attaché à ces principes et à cet idéal, est décidé à soutenir l'U.N.E.S.C.O. dans sa mission éducative, culturelle et constructive.

C'est avec satisfaction que Nous voyons l'U.N.E.S.C.O. se pencher sur le problème des zones arides. C'est là pour Nous un témoignage supplémentaire de l'efficacité de son rôle, car culture et niveau de vie se conditionnent.

Nous saluons avec joie la collaboration entre les commissions nationales arabes pour l'U.N.E.S.C.O. Nous espérons que, de cette conférence, sortira une fédération de ces commissions en mesure, d'une part, de participer efficacement à l'œuvre de l'U.N.E.S.C.O. et, d'autre part, de développer les liens culturels entre les pays arabes et de mobiliser les énergies pour résoudre leurs problèmes communs, notamment en matière d'éducation.

Messieurs,

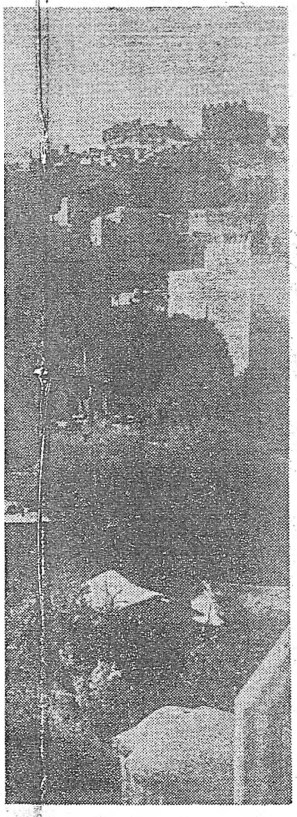
Nous souhaitons à cette conférence un plein succès et espérons que vos travaux aboutiront à des résultats positifs. Soyez les bienvenus dans ce pays accueillant où tous les habitants vivent, sans distinction, sous le signe de l'égalité et de la tolérance.

Nous déclarons ouverte la conférence des commissions nationales arabes pour l'U.N.E.S.C.O. ».

...mmes à s'unir et à se comprendre
...avoir.

...gérien interdit

...jours su se surpasser pour recevoir
...décoré sa ville pour faire honneur



aux congressistes de l'U.N.E.S.C.O. Souks, places publiques, rues, ruelles, devant les demeures, devant les boutiques, partout des banderolles, des drapeaux, des oriflammes.

La population était heureuse de pavoiser d'autant plus qu'elle pavoisait aux couleurs des nations arabes. Et parmi les nations arabes il y a l'Algérie. Si elle était officiellement absente, elle assistait en fait au congrès par la présence, dans les coulisses, de ses délégués et par l'affection et l'admiration que portent à son peuple en lutte toutes les nations arabes.

Or, quelle fut notre surprise quand le Gouverneur de Fez ordonna qu'on retire le drapeau algérien de tous les pavoisements, pour, dit-il, éviter de froisser l'amour-propre des observateurs français présents au congrès Pourquoi a-t-on oublié l'amour-propre des Algériens et celui des Marocains qui sont solidaires de la lutte algérienne ?

Quand on pense que parmi les observateurs français se trouvait le professeur Massignon dont on connaît les sentiments sur le problème algérien. Nous sommes certains que ce grand Français a des idées plus libérales et plus justes sur le drame algérien que celle du Gouverneur de Fez, ou de celui qui a donné l'ordre d'enlever le drapeau du F.L.N.

Cordon sanitaire autour des Délégués

Comme tous les partis totalitaires, le parti de l'Istiqlal a tout fait pour isoler les congressistes et les empêcher d'avoir des contacts libres avec tous les éléments de la population. C'est ainsi que le « CLUB CULTUREL FASSI » l'une des organisations les plus actives sur le plan universitaire a essayé d'organiser une conférence donnée par notre camarade Boutaleb, durant la semaine du congrès, et à laquelle auraient été convié les congressistes arabes. La délégation marocaine sabota le projet.

On vit, chose curieuse, que les congressistes ne mangeaient, ne buvaient, ne se promenaient qu'avec leur garde de corps, ceux qui avaient pour mission de les préserver de tous contacts avec la population fassie et ses organisations politiques. Ne participaient aux banquets, cérémonies et réceptions officielles que les partisans de l'Istiqlal. Il serait puéril de penser que les congressistes de l'U.N.E.S.C.O. soient aussi naïfs que le supposent les gens de l'Istiqlal.

Ils connaissent le Maroc, ils vont prendre contact avec toutes les tendances de l'opinion publique. Il le faut pour qu'ils n'emportent pas du Maroc la piètre image qu'en ont donnée ses délégués officiels au cours des séances de travail de Fès.

Du bel ouvrage

Les congressistes de Fez ont bien travaillé.

Beaucoup de problèmes importants et vitaux pour le bassin méditerranéen ont été étudié.

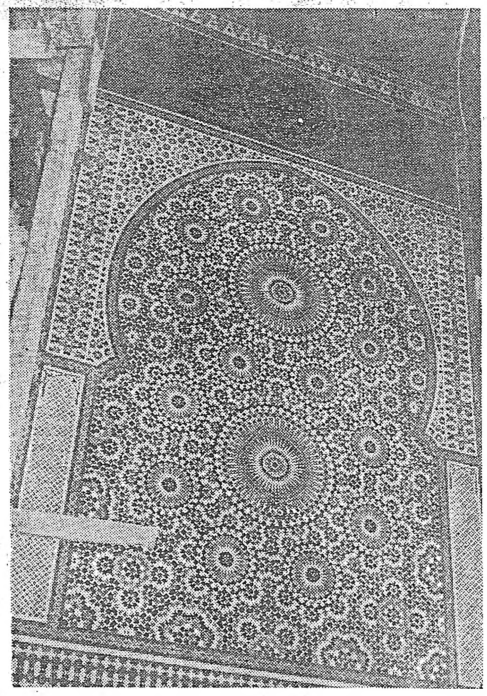
A l'unanimité le Maroc a été désigné comme siège d'un « centre permanent de coordination des commissions nationales arabes ». Nous remercions les états frères de cette marque de confiance qu'ils font à notre pays et nous devons tout faire, pour nous en montrer dignes. Ainsi notre mission de pays intermédiaire, de pays véhiculaire de deux formes de pensées différentes se trouve confirmée.

Si sur le plan pratique la création de ce centre permanent de coordination est une réalisation des plus heureuses, d'autres aspects du travail des congressistes doit retenir notre attention.

Retenons sur le plan de la doctrine, cette formule qui se trouve dans la résolution finale : Les congressistes demandent à l'U.N.E.S.C.O. « d'agir pour mettre fin aux idées périmées d'impérialisme et d'exploitation pour les remplacer par des valeurs nouvelles basée sur la liberté, la coopération et l'interpénétration des valeurs d'Orient et d'Occident ».

Un autre impératif tout aussi important fut posé durant les travaux du congrès de Fez, c'est celui du rejet de toute domination des cultures étrangères. Il est demandé à l'U.N.E.S.C.O. « de ne pas accepter qu'un pays impose sa culture à un autre pays ».

Sur le plan de l'échange culturel le problème du recrutement des professeurs fut longuement étudié. On s'arrêta à des formules qui stimulent l'échange des techniciens et de professeurs entre l'Orient et l'Occident. « Afin d'encourager l'étude des langues occidentales et en particulier de celles qui ont aidé à l'évolution de la pensée humaine dans les pays arabes et à la propagation de la



Une fontaine à Fez.

langue arabe dans les pays occidentaux ».

Un autre chapitre de la plus haute importance fut ouvert au cours de ces journées d'études de l'U.N.E.S.C.O. à Fez : c'est celui des « zones arides ». On sait la place extrêmement importante occupée par les zones arides, par les déserts de l'Océan Atlantique au Golfe Persique. Toutes ces régions immenses que l'on croyait sans intérêt il y a à peine une vingtaine d'années viennent de se révéler pleines de richesses. L'exploitation de ces zones arides dans l'intérêt des pays arabes est une préoccupation dominante de la politique actuelle.

L'exploitation de ces déserts implique un nombre de techniciens considérables. Il est donc urgent de se consacrer à la formation de ces techniciens. Les congressistes de Fez ont estimé, à juste titre, que tous les états limitrophes du désert doivent mettre en commun leur connaissance et s'entre-aider pour l'exploitation de ces « zones arides ».

Les congressistes de l'U.N.E.S.C.O. ont aussi insisté auprès des états pour aider, en faisant un effort financier exceptionnel, la formation de ces spécialistes de l'exploitation de ces zones arides.

Le passage des congressistes de l'U.N.E.S.C.O. restera marqué par l'inauguration de l'Avenue de l'U.N.E.S.C.O. à Fez, heureuse initiative à laquelle nous applaudissons.

Si nous souhaitons que souvent se renouvellent sur notre sol, des confrontations aussi utiles et pacifiques que celles qui viennent de se passer à Fez, nous n'acceptons pas que notre Pays soit piètrement représenté et que l'on donne aux étrangers une image partisane du Maroc.

LA VIE LITTERAIRE

Le Mastodonte aux Pieds d'argile

par Maurice MASCHINO

Un mythe s'effondre : l'Amérique n'est plus la première puissance mondiale. L'Occident croyait en sa suprématie technique et, dans la course aux armements, il l'imaginait volontiers imbattable. Le lancement du Soutnik a dissipé cette illusion, l'échec du pamplemousse accuse sa gratuité. L'insuffisance qu'il révèle n'est pas seulement d'ordre scientifique, elle résulte d'une politique qui, dans d'autres domaines maintenant, manifeste ses carences : à son tour, l'économie est atteinte, déjà l'on parle de crise, les salaires baissent, le chômage gagne, et le professeur Paul A. Baran, dans un article que reproduisait dernièrement l'*Observateur*, se demande si le capitalisme américain parviendra à enrayer la débacle.

Mais quelles sont ses raisons exactes ? Le mal est-il superficiel seulement ? Ou bien ses manifestations actuelles, dans l'ordre de la technique et de l'économie, sont-elles pas les premiers symptômes d'une décadence déjà avancée, l'annonce d'un déclin prochain ?

UN CRI D'ALARME

A tous ceux que ces questions inquiètent, je recommande très vivement la lecture du livre de PER KLEMGAN, *John Doe, Notre Frère*, paru en octobre 1956, il ne date absolument pas, et confronté à la situation présente des U.S.A., il prend allure de prophétie. Ce n'est pas un roman, ni une étude, au sens formel et souvent glacial du terme ; c'est un témoignage, qui a la richesse d'une expérience et la valeur d'un document.

L'auteur, nous précise-t-on, « fut un Américain d'adoption qui, toutefois, ne sollicita jamais sa naturalisation... Emigré aux U.S.A. au sortir de la Grande Guerre, (il) a été successivement manœuvre, ouvrier métallurgiste, contremaître d'usine, publiciste ». C'est « cette longue expérience américaine » qu'il relate dans son témoignage.

Il convient peut-être de signaler, dès maintenant, que *John Doe, Notre Frère* ne constitue, en aucun cas, un pamphlet anti-américain, c'est « le cri d'alarme » d'un homme qui a cru « à vingt ans qu'en Amérique l'homme s'était épanoui telle une fleur heureuse » et qui, « l'âme brisée », dénonce aujourd'hui cette « légende », parce qu'elle risque d'être mortelle pour un Occident encore mystifié.

Pour ceux qui, malgré tout, soupçonneraient Klemgan de s'inspirer, dans ses critiques, de l'idéologie marxiste, précisons encore qu'il a combattu les Soviets et l'Armée Rouge en 1919, avec les Blancs, et qu'au demeurant, les solutions qu'il préconise pour éviter la contagion du « mal américain » ne consistent nullement dans la soviétisation de l'Europe.

Per Klemgan met en lumière, dans son témoignage, les principaux aspects du « mal américain », « cause de la débilité du colosse et source par extension de malheurs menaçant l'Occident ». Chaque chapitre analyse l'un de ces aspects : « L'American Way of Life - Dictature aux U.S.A. - L'humanisme moribond - Le communisme et les U.S.A. Ethnique et Religion - Déclin Vital - *Dementia americana*... ».

Il n'est pas possible, en quelques lignes, de les reprendre tous ; il est également arbitraire d'en distinguer quelques-uns, car tous présentent la même richesse et le même intérêt. Mais certains, plus que d'autres, surprennent un lecteur mal averti des réalités américaines, c'est donc ceux-là que j'extrairai d'un contexte où tout se tient, où tout se vaut, et pour le mieux.

LE MAL AMERICAIN

Considérée, à l'époque où fut écrit ce livre, comme la plus forte nation du monde, l'Amérique, en réalité, se porte mal, elle est moins saine, moins vigoureuse qu'on ne le pense, « parce que l'homme y est faible, inquiet et souffrant » ; cette faiblesse tient « à la philosophie américaine de l'existence, à la forme américaine de la civilisation » que l'auteur, avec l'écrivain américain James Burnham, juge « matérialiste, généralement sommaire, arbitraire et brutale... barbare » enfin.

Il en voit une première preuve dans ce qu'il est convenu d'appeler l'*American Way of Life*, le genre de vie américain. On le connaît « en gros », et on l'imagine « idéal » : « il n'y a qu'à appuyer sur un bouton... ». Vie facile, mécanisée au possible, dénaturée à l'extrême : c'est le règne de l'artifice, et la sujétion inconditionnelle, dans tous les domaines, à cet artifice.

Pêle-mêle, cela comprend, dit l'auteur, « l'acceptation indiscutée dans l'alimentation... des nourritures molles, prémastiquées..., l'ingestion compensatrice de vitamines encapsulées... l'emploi généralisé des « correcteurs de gueule de bois »... des contraceptifs... une nation simple et efficiente de la morale », qui élimine *a priori* toute crise de conscience, — bref, une existence qui tend à l'éviction de toutes les difficultés naturelles, matérielles, morales, en se mécanisant, en s'industrialisant le plus possible. Soumise, en toutes ses exigences, à l'emploi constant et exclusif de l'artifice, l'existence américaine est, en ce sens purement artificielle.

Les conséquences humaines, physiques et morales, de l'*American Way of Life* sont généralement mal connues. C'est « une morbidité neuro-psychiatrique sans parrallèle dans le monde... un alcoolisme aigu et chronique des deux sexes... une dissolution incroyable des mœurs.... cette défiance maladive de l'homme seul... cette extension démesurée qui s'ensuit de la direction collégiale, par comités », et les « innombrables cas d'inadaptation ». Cette multitude de maux se résume en quelques expressions fortes que l'auteur, chiffres et documents à l'appui, se fait un peu de justifier : cette « dégradation physiologique » du peuple américain, sa « confusion mentale », sa « stérilisation et (son) atrophie spirituelles », Klemgan, en des chapitres impressionnats, en apporte la preuve.

DECLIN PSYCHO-BIOLOGIQUE

Depuis quelques dizaines d'années, constate-t-il, la fragilité, la débilité sont les caractéristiques de l'homme américain. Sa résistance physique est nulle. Sa morphologie se transforme : pieds plats, impropres à la marche (l'Européen ne peut, en confection, se chausser à sa taille), chute précoce des dents, atrophie ou déformation du larynx, constipation chronique du peuple américain, efféminations des mâles.

La mortalité cancer est de 320.000 par an (au lieu de 120.000 en 1926), et d'autres maladies, presque disparues en Europe, réapparaissent : recrudescence de la poliomyélite, des maladies de Parkinson et d'Addison. La jeunesse elle-même est débile : un jeune Américain sur deux se fait généralement réformer par le Conseil de Révision pour incapacité physique. « De juillet 1950 à septembre 1953, sur 3.600.000 jeunes Américains de moins de 26 ans, appelés au servie, 1.700.000 furent rejetés comme inaptes », déclare le *US News and World Report* du 19 mars 1954.

La dégénérescence physique du peuple américain s'accompagne d'un déséquilibre mental que l'Europe ne soupçonne pas : « Un névrosé, un débile ou déréglé mental identifié sur dix-huit habitants... Durant la dernière guerre mondiale, un million et demi de conscrits ou de jeunes soldats américains furent exclus du service militaire, pour anomalies ou affections psychiques ». Psycho-névroses, stupeur, confusion mentale, schizophrénie, paranoïa, toxicomanies — les registres de la démence américaine sont fournis, et l'on compte, dans les hôpitaux, plus de malades mentaux que d'autres.

Mais l'on ne compte plus le nombre d'Américains, et plus encore d'Américaines, qui suivent des traitements psychanalytiques : plusieurs dizaines de milliers de psychanalystes et de psychiatres exercent dans le seul Etat de New-York, à qui s'ajoutent les praticiens officieux, « vingt cinq mille quacks (charlatans) » qui exploitent une innombrable clientèle.. Il existe aussi des clubs contre la folie, mais l'idée elle-même n'est-elle pas démentielle ? Il existe très certainement aussi des sociétés protectrices de l'enfance, mais elles n'empêchent pas, chaque année, trois ou quatre cent mille enfants ou adolescents américains d'être déférés aux tribunaux pour crimes ou délits.

Sans doute tous les Américains ne sont-ils pas des détraqués, mais tous, plus ou moins, sont atteints de « fatigue ». Cette fatique, « véritable état pathologique des organismes et des cellules » les rend inaptes à l'effort, incapables de supporter les épreuves physiques et morales, les chocs de tous genres. Klemgan cite comme exemple le comportement des soldats américains pendant la guerre de Corée, des prisonniers entre autres, qui ne résistèrent pas aux privations, furent atteints, en grand nombre, de déchéance physique ou mentale, et connurent une mortalité de toutes la plus élevée.

LA DICTATURE DES MARCHANDS

Déclin biologique, déséquilibre neuro-psychologique, stérilisation intellectuelle, telles sont les conséquences les plus visibles de l'*American Way of Life*. Ce genre de vie résulte lui-même de la sur-production, de la sur-industrialisation, il témoigne de la « bonne » marche des affaires : le mode de vie américain, dit l'auteur, « est l'œuvre des marchands... seuls maîtres de la production des biens » — seuls maîtres, donc, de la nation — dictateurs, par conséquent.

Il n'existe pas, en effet, poursuit Klemgan, de démocratie américaine. L'Europe, qui considère souvent le régime politique des Etats-Unis comme un exemple de démocratie, est victime d'une illusion, soigneusement entretenue, d'ailleurs, par les Américains eux-mêmes. Ces champions prétendus du monde libre ignorent, chez eux, la liberté.

« Ce que l'on dénomme (la démocratie américaine), écrit Klemgan, est un mythe. C'est même une imposture, Politiquement, les Etats-Unis sont une dictature. Il n'y a pas en ce pays d'opposition autorisée au pouvoir établi... Les deux partis politiques qui... font semblant de se disputer le pouvoir constituent en réalité un parti unique, pour la simple raison qu'ils ont le même bailleur de fonds... le *business*, le monde des affaires... L'Amérique est une emporocratie, une dictature des marchands... Comme la technocratie russe, (c') est un régime totalitaire, autocratique, inquisitorial, caractérisé par... la suppression policière de l'opposition ».

Le conformisme est donc de règle, et la soumission inconditionnelle au pouvoir établi s'apprend dès le plus jeune âge : dans les écoles, dans les facultés, on enseigne « *to think in straight* » (à penser droit), et cette rectitude du jugement doit informer et diriger la conduite de l'Américain sinon il perd son job, est pourchassé et traité en paria.

La liberté de parole n'existe pas davantage, et un membre de la Cour Suprême des Etats-Unis déclarait, il y a quelques années : « Les magistrats US, bien que supposés défendre la liberté de parole, sont eux-mêmes privés de cette liberté.. Un juriste ne peut (aux USA) parler qu'en termes de platitude et de généralités sans importance ». Il va de soi que les quelques intellectuels valables ne sont pas davantage appréciés aux Etats-Unis que dans la France actuelle, mais leur nombre est si réduit, telle est l'indigence mentale de ce peuple, qu'ils ne gênent nullement la marche des affaires. Totalement soumis au patronant, les syndicats ne l'entravent pas non plus, et le communisme rose des élites bien pensantes, étranger à la masse, ne constitue pas, dans l'immédiat, un réel danger.

Pourtant, les marchands américains, à l'heure actuelle, sont inquiets. Par deux fois déjà au début du siècle, puis dans les années 1929-1933, leur règne fut sur le point de s'écrouler ; mais les guerres mondiales vinrent à point, qui sauvèrent l'économie américaine, lui ouvrirent de nouveaux débouchés, rétablirent l'équilibre. Cette économie, aujourd'hui, est en période critique : faudrait-il une nouvelle guerre pour la sauver, et perpétuer le règne des marchands ?

UN TEMOIGNAGE DE VALEUR

Dans les derniers chapitres, Klemgan examine les chances et les conditions de survie de l'Amérique actuelle. Son bilan et ses pronostics sont extrêmement sombres. « Pour survivre, dit-il, les U.S.A. devraient logiquement avant l'essor final du nouveau géant industriel eurasiatique, réaliser à leur profit un monopole de fait de la production industrielle mondiale et s'assurer l'exclusivité de l'accès aux matières premières de la terre entière puis, sans tarder, à celles de la lune ». Mais ce monopole leur échappe chaque jour un peu plus, et l'envisageraient-

(*Suite en page* 11)

Coup de force contre les Etudiants Nord-africains

Le gouvernement français vient de décider de la dissolution de l'Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens (U.G.E.M.A.).

Après des perquisitions qui ont été arbitrairement opérées par la police judiciaire sans mandat, contre les locaux des associations des étudiants marocains et tunisiens, opérations qui se sont déroulées le 24 et 25 janvier, une autre perquisition plus vaste a été opérée dans les locaux sis au 26, Montmartre et qui appartiennent à tous les étudiants nord-africains.

Ainsi la police française a, au mépris de toutes les traditions internationales, attaqué les locaux d'étudiants étrangers et fracassé tous les tiroirs, bureaux etc, afin de se saisir des dossiers et documents. Les drapeaux marocains et tunisiens furent foulés aux pieds.

Deux jours après, le 29 janvier de nombreux dirigeants de l'U.G.E.M.A. furent arrêtés à Paris et en province. Certains furent libérés tout en restant à la disposition des préfets, d'autres sont encore détenus.

Si nous protestons contre ces mesures qui sont inspirées par la réaction imperialiste contre l'intelligenzia algérienne parce qu'elle est jugée comme le levain de la révolution, nous ne pouvons admettre que les locaux marocains et tunisoient perquisitionnés d'une façon illégale par la police judiciaire française.

Paris ne doit pas oublier que de nombreuses associations culturelles françaises existent en Tunisie et au Maroc, que le nombre des étudiants français vivant dans notre pays ainsi qu'à Tunis est considérable et qu'il est facile pour nous de faire subir des représailles à ces associations, à ces étudiants et à leurs locaux.

Quelle réaction aurait eu la presse parisienne, si susceptible, si la drapeau français avait été foulé au pied par notre police comme le furent le nôtre à Paris par la Police Judiaire ? «L'Aurore» aurait titré sur quatre colonnes et «Carrefour» aurait lancé un appel au nationalisme de tous les Français pour partir en croisade.

La chasse aux étudiants nord-africains, et le comportement inqualifiable des autorités françaises à leur égard sont de nature à empêcher toute entente entre la France et le Moghreb arabe. Bien plus nous jugeons qu'à l'avenir nos étudiants seront obligés de déserter les universités françaises pour s'orienter vers d'autres pays où l'on traite l'étudiant avec respect, égard et considération.

Nous sommes étonnés que le gouvernement de Rabat n'ait pas fait les remontrances nécessaires contre la violation des locaux de l'Association des Etudiants Marocains. L'Ambassadeur de S.M. le Roi à Paris devrait défendre énergiquement nos ressortissants en France et en premier lieu les étudiants.

Il doit surtout expliquer aux autorités françaises que le Maroc est devenu pays indépendant et que ses ressortissants doivent être traités selon les lois internationales qui régissent les rapports entre des états étrangers, égaux et souverains.

Appel des Etudiants Français

NON A L'ILLÉGALITÉ NON A L'ARBITRAIRE

Etudiants

Mardi dans la nuit, les forces policières, forçant l'enceinte des cités universitaires, arrêtaient les dirigeants de l'UGEMA.

Simultanément, l'UGEMA était dissoute et son siège perquisitionné, en même temps que ceux des étudiants marocains et tunisiens.

Ainsi les multiples mesures prises ces derniers mois contre les étudiants algériens trouvent aujourd'hui leur dénouement. Nos camarades algériens soumis à l'arbitraire le plus total risquent d'être transférés à Alger avec toutes les conséquences que cela suppose.

Comme Khemisti, détenu depuis deux mois et demi sans qu'aucun motif ait été fourni à sa détention, les dirigeants de l'UGEMA sont frappés pour leur prise de position en faveur de l'indépendance algérienne. Dissoudre l'UGEMA, c'est nier la réalité ; c'est vouloir rompre le lien qui unit les étudiants à leurs camarades algériens ; c'est choisir délibérément la politique du pire.

C'est pourquoi nous appelons tous les étudiants français :

— à protester contre la dissolution de l'UGEMA, pour laquelle aucun motif valable n'a été donné.

— à lutter pour obtenir la cessation à l'égard des étudiants algériens des poursuites contraires à la légalité républicaine.

ORGANISATIONS SYNDICALES :

Association Générale des Etudiants en Sanatorium.
Cartel des Ecoles Normales Supérieures.
Association Générale des Capacitaires en Droit.

ORGANISATIONS POLITIQUES :

Fédération Nationale des Etudiants Radicaux.
Etudiants Socialistes de Paris.
Union des Etudiants Communistes de France.
Union des Etudiants de la Gauche Socialiste.

LA FIN D'UNE LEGENDE

(Suite de la page 4)

dans leurs propos ou leurs écrits, les revendications des Algériens.

Mais il est abusif de leur conférer une sorte de représentativité absolue, et de prétendre qu'ils sont la France, ou qu'ils incarnent ses traditions les plus authentiques. P.H. Simon, qui dénonce la torture, n'est pas davantage la France qu'un Le Pen, qui la pratique et s'en glorifie ; F. Mauriac, qui défend des valeurs humano - chrétiennes, n'est pas davantage la France qu'un général Massu, qui les méprise. Le gendarme qui « cuisine » un suspect, les soldats d'O. Todd, qui « bouffent du crouille », le préfet Lambert qui abat, de sa propre main, des prisonniers algériens, ils sont Français aussi. « Mauvais » Français ? Soit. Mais par rapport à quoi ? A quelle réalité, — ou à quel mythe ?

Pour juger de leur qualité actuelle — et non pas en soi, dans l'abstrait — il faudrait que les normes sollicitées soient réelles, qu'elles s'enracinent dans le concret. La norme invoquée, ici, c'est une certaine image de la France, prodigieusement creuse aujourd'hui, soit, mais qui seraient fondée dans l'histoire : la France libérale, humaniste, la France des droits de l'homme.

Or l'histoire contredit cette assimilation : le passé français, comme celui des autres nations, est fait de sang, de guerres et de massacres d'innocents. Il y eut Descartes Voltaire, Montesquieu, Hugo ? Bien sûr, mais il y eut aussi les guerres de religion, la torture très légalement appliquée, l'épopée coloniale. L'histoire de la France ne se réduit pas à celle de ses humanistes, et à l'époque où les Romantiques se frappaient le cœur, « c'est là qu'est le génie », les hommes de Bugeaud envahissaient l'Algérie , c'est là qu'était la France. Après tout, le para qui torture se réclame aussi justement des traditions françaises que le général de Bollardière ; tout ce qu'on peut dire, c'est qu'ils ne se réclament pas des mêmes traditions.

Mais l'une et l'autre sont françaises également, et ce que l'on *doit* dire, c'est que les traditions du para ont pour elles l'approbation d'un peuple qu'il faut bien appeler français. Ce peuple-là, autrefois, fit la révolution parce qu'il lui fallait choisir : exploité, pressuré, c'était une question de vie ou de mort ; et il se montra sensible, alors aux « idées » des « philosophes français du 18ème siècle ». Les droits de l'homme, qu'il revendiquait, c'étaient d'abord les siens : parce qu'elle coïncidait avec ses intérêts immédiats et vitaux, la cause de l'homme fut, quelques années, la sienne.

Mais en passant, les siècles effacent les motivations réelles d'un acte, l'exacte détermination d'une conduite, ils recouvrent d'un oubli pudique les crimes et les horreurs d'autrefois. Ainsi le passé semble-t-il toujours doré, sans souillure, resplendissant d'honneur et de gloire. Ainsi se crée le mythe d'une France généreuse et pure, d'un peuple bon, et gardien vigilant des droits imprescriptibles de la personne humaine.

Lorsqu'on espère, aujourd'hui, en un « réveil de l'opinion », on mise sur la noblesse *inconditionnée*, sur les vertus *naturelles* du peuple français qui sut bien, autrefois, s'identifier à la Liberté, à l'Egalité, à la Justice. Seulement cette identification n'a aucun fondement, elle est gratuite, et en contradiction avec les leçons de l'histoire.

L'histoire démontre que l'identification d'un peuple à certaines valeurs est toujours passagère et accidentelle, parce que toujours soumise à ses intérêts les plus immédiats, les moins nobles, les plus sordidement réalistes. Il n'y a pas de peuple bon par principe, généreux par doctrine, libéral par vocation. Ces évidences premières, on a très tendance, aujourd'hui, à les négliger.

Qu'on n'objecte pas que l'intérêt de la France est de mettre fin, dans les plus brefs délais, à une guerre qui l'épuise et la déshonore. Cet intérêt n'est pas sensible actuellement, l'économie française est encore prospère et, somme toute, il fait encore encore bon vivre en France. Rivés, comme tout le monde, aux données premières, immédiatement perceptibles, d'une situation ,les Français ne sont nullement pressés d'en terminer avec la guerre d'Algérie.

Qui empêche-t-elle de dormir ? Y a-t-il des raids aériens ? Les denrées sont-elles rationnées ? Alors, pourquoi s'en faire ? Le Français moyen vaque à ses affaires en toute quiétude, il pense aux vacances prochaines, à la coqueluche du gosse, au film qu'il ira voir samedi. Les tortures ? Oui, peut-être, mais « les autres en font autant »et puis, « il faut ce qu'il faut ». Et voilà tout.

Pourquoi fuir l'évidence ? La France tout entière est complice de la guerre d'Algérie, et c'est elle tout entière qui la fait. Le pays est solidaire de ses dirigeants, et la révolte d'une minorité ne rachète pas la complicité volontaire, bruyante ou tacite, d'une majorité à la fois légale et réelle qui a choisi la guerre.

Rarement l'identification fut plus totale, plus rigoureuse entre les volontés d'un peuple et leur expression politique. Les Français, en janvier 1956, votèrent pour la paix en Algérie ? Certes ; mais lorsqu'ils découvrirent le prix de cette paix, qu'il faudrait la payer de l'indépendance algérienne, ils cessèrent de la vouloir. La responsabilité du gouvernement Mollet est grande, elle n'est pas absolue. Et si vraiment le peuple français avait cherché la paix, les partis qui, quoi qu'on dise, le représentent, auraient bien su l'imposer. Mis c'était, dans une Algérie pacifiée, une paix française qu'il réclamait.

« La définition et l'application de la politique dite de pacification... par un président du Conseil socialiste et par un proconsul socialiste nanti d'un pouvoir absolu, écrit Amrouche, a compromis la France d'autorité morale dans une répression sans merci... Pour (les Algériens), l'équivoque traditionnelle entre le dire libéral et humaniste et le faire raciste et colonialiste a disparu ».

Que, pour des milliers de jeunes Algériens, « l'espérance humaine (ai) cessé pour longtemps, pour toujours peut-être, d'être une espérance française » n'est pas l'aspect le moins tragique de cette guerre. En choisissant de la soutenir, la France d'Europe s'est condamnée au Moghreb ; son salut tenait à une légende, mais la légende est morte, et c'est la France qui l'a tuée.

Maurice MASCHINO

Une demi-heure avec...

Mme ATTIA, Secrétaire Générale de l'Union Nationale des Femmes Tunisiennes

« M'jid, la Municipalité n'a pas appelé ? »

Mais non, et Mme Attia, qui rentre d'une réunion du Comité d'Aide à l'enfance aura, peut-être, une soirée paisible. Ce serait miracle, car Mme Attia est 1°) Secrétaire Générale de l'Union Nationale des Femmes Tunisiennes, 2°) Conseillère Municipale de Sfax, 3°) Responsable du comité local d'Aide à l'Enfance, 4°) Membre directeur du Ciné-Club, 5°) Surveillante Générale au Lycée de Jeunes Filles. J'allais oublier : elle est aussi mère de famille, elle a 3 enfants, et 29 ans.

Le plus remarquable n'est peut-être pas, malgré tout, cette accumulation de charges, c'est bien plutôt l'affabilité de Mme Attia, sa gentillesse, sa disponibilité : elle se prête de si bonne grâce à l'interview, qu'elle donne l'impression de l'avoir expresément désiré ; il y faut une délicatesse peu commune.

Mme Attia a sous les yeux l'enquête de notre collaboratrice Farida, « La Femme Musulmane, ses devoirs et ses droits ». Dans la marge, un trait rouge.

— « Je ne suis pas d'accord, dit-elle. Farida parle de la laïcisation de la Tunisie, mais c'est inexact... ». Elle lit : « La laïcisation de la Tunisie a permis l'accélération des réformes. Mais la sagesse veut que notre progression se fasse dans le temps ».

« C'est inexact, reprend Mme Attia. La Tunisie n'est pas un Etat laïc, c'est un République Musulmane. Vous avez lu le premier article de la Constitution ? « La Tunisie est un Etat Indépendant... Sa religion est l'Islam ». Et il est précisé, dans un autre article, que l'Islam doit être la religion du Président de la République.

« C'est donc faire un véritable contre-sens que de parler de la laïcisation de la Tunisie. Et c'est dans le cadre des lois islamiques qu'a été élaboré l'actuel statut de la femme.

« Il ne faut pas confondre laïcisation et modernisation. Les juristes ont adapté le statut de la femme aux conditions modernes de l'existence, mais cette adaptation n'est nullement contraire à l'esprit du Coran, ni à sa lettre, elle représente même un retour aux sources ».

— *Par exemple ?*

— « Par exemple, l'abolition de la polygamie.

« Il est dit, dans le Coran, que nul ne peut prendre une seconde femme s'il n'est capable de subvenir, dans la même mesure, aux besoins de ses deux épouses. Mais il ne s'agit pas seulement de besoins matériels, il y a les besoins affectifs aussi, et qui peut affirmer qu'il ne préfère pas l'une à l'autre, qu'il ne désavantage pas l'une ? Une polygamie juste est irréalisable, et l'interdire, c'est revenir à cet esprit de justice dont parle le Coran ».

— *La polygamie ne répondait-elle pas, quand même, à un besoin?*

— Sans doute, mais non pas à un besoin de justice.

« Pour les campagnards, les bédouins, la polygamie était un luxe, le bédouin, en achetant une femme, se déchargeait d'une partie de son travail. Une femme, c'était, en quelque sorte, un capital repos.

« Les citadins, d'ordinaire, avaient une raison plus valable : on prenait une autre femme quand la première, par exemple, était stérile. Mais, de toute façon, la femme n'était rien d'autre qu'un instrument. »

— *Et maintenant ?*

— « Maintenant, elle est libre, et l'égale de l'homme. Elle n'est plus répudiable. Savez-vous qu'autrefois, certaines femmes usaient de sortilèges pour garder leur mari ? C'était une espèce de recours magique contre la répudiation, comme si des graines d'encens qu'on jettaient dans le feu, par exemple, pouvaient écarter le malheur. »

— *La législation reconnait-elle le divorce par consentement mutuel?*

— « Oui, et lorsque les époux sont d'accord pour se séparer, les formalités sont assez rapides ; il arrive que le divorce soit prononcé en une semaine ».

— *Comment les maris ont-ils réagi en apprenant que leur femme leur devenait égale ?*

— « La plupart, très correctement. Mais certains, surtout dans les familles où la femme vivait en recluse, n'ont rien dit à leur compagne, ou bien ils ont tout déformé.

« C'est alors qu'est intervenue l'*Union Nationale des Femmes Tunisiennes* : il y a eu des réunions d'information, nous avons expliqué aux femmes quels étaient leurs droits, ça s'est très vite su, vous savez...

— *Quand l'U. N. F. T. s'est-elle constituée ?*

— « En janvier 1956. Mais de 1944 à 1952 il y eu l'*Union Musulmane des Femmes Tunisiennes* : mouvement bourgeois, dont l'action se limita à quelques causeries. Pendant la Résistance, l'Union, pourtant, se réveilla, et ses membres participèrent d'une façon positive à l'œuvre de libération (collectes pour les sinistrés, aide aux combattants).

« On ne peut en dire autant de l'*Union des Femmes de Tunisie*, (1946) d'obédience communiste, et rattachée à l'U.S.T.T. Son action, pendant la Résistance, fut insignifiante. »

« *L'Union Nationale des Femmes de Tunisie* s'est substituée à ces deux organisations, aujourd'hui disparues. L'U.N.F.T. s'est constituée sur l'initiative d'anciens membres de l'*Union des Femmes Musulmanes* (la nièce du Président Bourguiba, par exemple, Mme Azouz Rebai) et de destouriennes.

— *L'Union Nationale* est-elle un organisme destourien ?

— « Oui. Nous travaillons d'ailleurs en liaison avec les cellules de quartier, qui nous facilitent la tâche pour organiser une réunion, par exemple, regrouper les femmes, les prévenir ».

— *En quoi consiste votre tâche ?*

— « Elle est multiple : initiation à l'hygiène, à la puériculture, travail social, de formation civique aussi. Notre action n'est pas seulement matérielle, il s'agit également, et peut-être surtout, de donner conscience à la femme de son rôle de femme, donc, en un sens, de citoyenne.

— *La Tunisienne participe-t-elle déjà à la vie de la cité ?*

— « Bien sûr. Il y a des femmes administrateurs, chefs de service dans les ministères. La délégation tunisienne à l'O.N.U. comprend une femme, il y en a une aussi à l'Ambassade d'Allemagne.

« Plus près de nous, il y a deux agrégées directrices de collège, une autre dirige l'Ecole Normale d'Institutrices, et l'on trouve un nombre déjà important de Tunisiennes professeurs d'arabe, de français ou de sciences. »

Très discrètement, une jeune fille vient d'entrer. La nièce de Mme Attia. 18 ans, prépare le Bac., qu'elle réussira l'an prochain. Après? Une licence de lettres, ou de sciences. Elle lit beaucoup, (actuellement, du Zola), parle peu, elle est simple et fraîche. Elle ne correspond guère au portrait satirique que *l'Action* donait, il y a quelque temps, de la jeune Tunisienne.

— « Bien sûr, me dit Mme Attia, c'est vrai de certaines Tunisiennes, qui adoptent, par snobisme, le genre midinette. Mais il ne faut pas exagérer, et je crois que la jeunesse étudiante, dans son ensemble, est plutôt sérieuse, consciente déjà de ses responsabilités futures. Tenez, Françoise Sagan n'a aucun succès ici, ces jeunes ne se reconnaissent pas dans ses personnages, ils leur semblent futiles, frivoles ».

— *Une dernière question : avez-vous encore des revendications ? Que reste-t-il à faire ?*

— « Mais tout reste à faire. A la Tunisienne qui, maintenant, dispose pleinement de ses droits, il reste à assumer pleinement ses devoirs ».

***

Elle a déjà commencé.

NOS LECTEURS NOUS ECRIVENT

Ayant vécu 28 ans au Maroc, pays où j'ai laissé mon cœur, je lis le plus souvent avec une grande satisfaction votre journal.

Permettez-moi ce jour donc de protester contre le « bas-anticléricalisme » de l'article de M. Maschino n° du 13 courant qui me parvient.

Il est par exemple totalement faux que le Pape aie jadis donné les terres des Indiens aux Portugais. Appelé à arbitrer pacifiquement les différents coloniaux, découvertes entre les Espagnols et les Portugais, le Pape de l'époque a marqué seulement le méridien qui allait diviser les prises de possession de ces deux rois.

Et, de suite, les Papes et les prélats de l'Eglise catholique intervinrent pour protéger les indigènes contre les « Conquérants ».

L'article parle de cet horrible crime de cet abbé du Diocèse de Nancy. Or l'Eglise toute entière en est épouvantée, actuellement, cette semaine même dans toutes les églises du diocèse, l'Evêque de Nancy en tête y disent des prières publiques de réparations contre cet abominable forfait. Ce n'est donc pas le « fait d'un fanatique ».

J'aime le Maroc et les Marocains de tout cœur et je l'ai prouvé. Mais que diriez-vous si on allait imputer à l'Islam et aux Arabes les razzias esclavagistes qu'ils faisaient — ceux de Zanzibar, — dans les noirs du Congo, « exportés » aux U.S.A... en 1880.

A mon sens de l'Histoire ce sera la grande culpabilité de la France moderne d'être, étant amenée à ouvrir le monde occidental aux Marocains et Algériens de leur avoir donné des exemples si effarants, au point de discréditer à leurs yeux la religion catholique.

Elle aussi est faite de toute charité.

Il y a 30 ans, prêchant de passage à Boulhaut où j'avais une propriété, mon frère le célèbre Abbé Boland disait, rappelant la phrase du Cardinal (belge) Mercier : Une œuvre de colonisation n'est admissible que si c'est une œuvre de charité collective : je dois dire que les Français dans l'église « rigolaient » d'une pareille affirmation, mais leurs rires étaient le fait de Français et non de catholiques.

Dans les temps modernes, Dieu, le Dieu des chrétiens catholiques et aussi des Musulmans, (car peu nous sépare) n'a-t-il pas ordonné que le plus grand, le plus spectaculaire de tous les miracles de l'Histoire se fasse à Fâtima (au Portugal du Sud. en 1918) (on y prononce Fâtima avec l'accent sur la première syllabe comme au Maroc) l'endroit LE PLUS ARABE, gens habillés avec burnous, etc, de toute la Chrétienté.

A l'autre bout de la Méditerranée au Liban, le miracle permanent le plus étonnant n'est-il pas sur la tombe d'un Arabe chrétien, le bienheureux Charbel Makhlouf, un miracle qui a d'ailleurs lieu souvent tout aussi bien pour les Musulmans.

Et, ce qui étonnera peut-être le monde bientôt : Lourdes, ce haut lieu de la Chrétienté, n'a-t-il pas été providentiellement choisi par notre douce Mère, Marie, peut-être parce que 1.000 ans auparavant, Lourdes avait été confié à Charlemagne (un Belge, pas un Français malgré les affirmations de livres d'histoires français) à condition qu'il le tienne toujours par un fief de la Sainte Vierge.

Non, il n'y a dans la religion catholique, nul motif pour que se développe dans le monde islamique et surtout Marocain, un anticléricalisme de bas-étage.

Je répète que je pense qu'au Jugement dernier, quand chaque Nation sera aussi jugée, ce sera le grand crime de la France d'avoir apporté la civilisation matérielle occidentale, sous une forme anticléricale.

Je sais — trop — que beaucoup d'intellectuels Marocains, n'ayant lu l'Histoire qu'au travers de livres rédigés tendancieusement par des Français devenus, ce siècle, des athées, vous ne pouvez juger justement de notre Sainte Religion.

Excusez la longueur de la présente mais je pensais que c'était de mon devoir, de vous l'adresser, puisque vous avez une grande responsabilité dans la formation intellectuelle du Maroc nouveau.

Votre très sincèrement en Dieu-Allah.

G. V. BOLAND

ARTS ET SPECTACLES

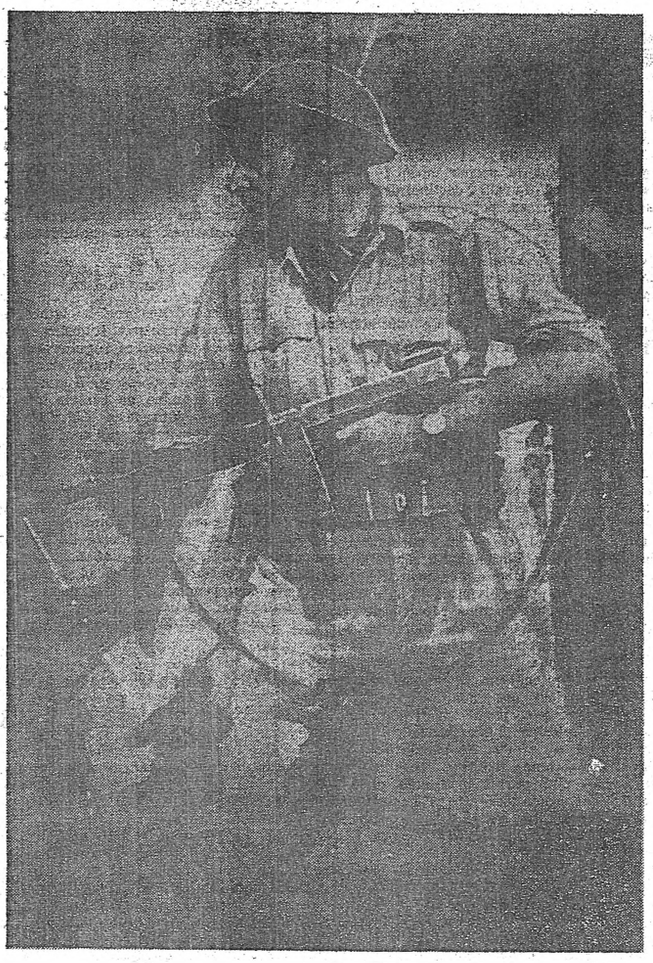
Le Commando sacrifié

A l'heure des « Spoutnik » la guerre moderne est absurde. Elle est absurde parce qu'elle est destructive et qu'elle met aux prises des hommes qui tuent d'instinct, sans réfléchir, pour ne pas être tués. Toute guerre est illogique, on le sait et « Le Commando Sacrifié » ne nous apprend rien de nouveau.

De quoi s'agit-il très exactement ? C'est l'histoire d'une compagnie chargée d'une mission particulièrement délicate. C'est l'histoire d'une poignée de jeunes gens qui pour être courageux ne se posent pas moins la question : pourquoi on se bat ?

Ne comprenant pas leur situation et peu convaincus de l'opportunité de leur acte, plusieurs d'entre eux parlent de s'enfuir et de quitter cet enfer des hommes où les hommes ne sont plus eux-mêmes. Mais le Major Gerrard intervient à chaque moment. Il a lui aussi conscience peut-être mieux que tout autre de l'absurdité de la guerre, de l'absurdité de ces expressions qui reviennent comme un leit-motiv : combattre jusqu'à la dernière cartouche, jusqu'au dernier homme, mais il est officier et un officier ne doit pas comprendre, il doit exécuter ou plus exactement s'exécuter. Aussi quand le lieutenant Vernon avoue ne pas « saisir ce que c'est que la guerre », quand son regard plein de questions fixe son Major comme pour dire : « Vous savez pourquoi on se bat, vous au moins » ? L'officier Gerrard se contente de répondre : « Nous faisons tous la guerre malgré nous, nous sommes embarqués sur le même bateau, c'est peut-être la guerre qui en est responsable. Il y a dans la guerre une sorte de secret et nous sommes tous, autant que nous sommes en dehors de ce secret. Maintenant il s'agit de faire la guerre ».

Voilà de quelle manière l'histoire de Howard Clewes nous montre le vrai visage de la guerre, sans commentaire, sans complaisance et sans fard. Cela est présenté comme un fait accompli, comme une donnée... contre laquelle il semble que nous n'y puissions rien. L'auteur nous présente des jeunes gens qui tuent sans réfléchir mais lui non plus n'a pas réfléchi à l'absurdité de leur acte, ou du moins il ne prend pas une position bien nette dans cette histoire. Et j'admettrai davantage pour ma part que le réalisateur de ce commando nous dise ce qu'il pense de ce sacrifice — autant dire de ce suicide — sauf n'en rien penser.



« Vous savez pourquoi on se bat, vous au moins ».

D'autant que la violence avec laquelle il décrit les champs de bataille pouvait lui permettre de creuser le sujet d'en tirer une conclusion honorable.

Sur le plan de la psychologie, la personnalité du Major Gerrard présente cependant un intérêt indéniable et l'on peut même dire que Clèwes a créé là le type même de l'officier courageux et persévérant.

La manière dont il nous décrit le caractère à la fois énergique et profondément humain du sergent-major Gill laissait espérer qu'il irait jusqu'au vif du sujet. Il n'en a rien été.

Il est regrettable en effet que la psychologie des personnages secondaires soit rudimentaire. Il eut été intéressant en effet d'approfondir l'étude du caractère du lieutenant Vernon.

« Le Commando Sacrifié » est-il un film à thèse ? Il l'eut été si le réalisateur s'était donné la peine d'aller jusqu'au fond du problème de la guerre et de dégager les conclusions qui s'imposent.

« Le Commando Sacrifié » reste, en dépit de tout cela un document à verser dans le dossier des hommes qui meurent pour rien.

Si le scénario est mal agencé le jeu du principal acteur est sobre et bon, mais ce jeu ne rattrape rien et le film est plutôt fort ordinaire.

Victor MALKA

"LA JEUNE GARDE" réapparaît

« La Jeune Garde » organe des jeunesses démocratiques vient de reparaître sous une forme nouvelle.

La présentation est excellente, la mise en page inexperte mais le contenu dense, varié.

On exploite les moyens de bord. Efficacement avec cette ingéniosité et ce désir de bien faire d'une jeunesse dynamique et touchante. Purs, ces jeunes portent avec ferveur le flambeau de la liberté. Ils assument déjà leurs responsabilités et farouchement conscients s'engagent dans la lutte exaltante de la libération du peuple.

La liberté a décidément une bonne odeur et la conviction démocratique de la jeunesse marocaine embaume la revue. Le discours émouvant de S.M. le Roi à Washington exprime le credo de son peuple et en affirmant la nécessité de la liberté d'expression appose le sceau Royal à l'idéal des jeunes avides de liberté.

Le triste épouvantail, le spectre gesticulant du Parti Unique est un sujet sur lequel les jeunes ne pouvaient se taire. Pas plus qu'ils ne pouvaient taire leurs inquiétudes sur le destin réservé aux héros de la Résistance.

L'action de la « Jeune Garde », aborde les sujets les plus pertinents avec objectivité. La vie économique, sociale, politique du pays y est traitée et elle élargit de plus son champ visuel sur les problèmes adjacents, Algérie, Tunisie. Elle aère le sérieux de la documentation et de l'argumentation par des dessins, des anecdoctes, des satires dont les réflexions et le point de vue sont déjà d'observateurs consommés.

Mensuel marocain, « La Jeune Garde » fait une analyse de la situation du Pays.

A ses aspirations elle apporte les suggestions qui peuvent ouvrir un horizon meilleur pour le Maroc.

Journal nord-africain, il pose les problèmes cruciaux de l'Algérie et de sa libération.

« Jeune Garde « se consacre avec bonheur et réussite aux problèmes sociaux. La libération de la femme, la protection de la santé du citoyen, la lutte contre la tuberculose sont traitées avec pertinence et talent.

Il faut souhaiter que « Jeune Garde » consacre plus de place à la situation de l'université au Maroc et particulièrement à celle des étudiants marocains à l'étranger et surtout au Moyen-Orient. La situation de cette catégorie de jeunes est dramatique et mérite que l'on s'y arrête.

En vérité, revue homogène, reflétant avec ardeur et réalisme les aspirations de la jeunesse estudiantine. Efforts louables encourageants d'une jeunesse optimiste engagée dans la lutte pour la liberté et qui fait front, à la dictature de toute sa pensée et de toute sa conviction démocratique.

Jeune printemps, gonflé de sève, qui lève et promet la récolte de la liberté aux fruits si doux.

Jeunes espoirs de la nation qui méritent notre confiance et notre appui.

LE MASTODONTE AUX PIEDS D'ARGILE

(Suite de la page 8)

ils, les Etats-Unis sont désormais incapables de gagner une guerre contre les puissances de l'Est. La coexistence ? « Il va leur falloir... abandonner peu à peu la quête des marchés et des matières premières, se résigner à la présence grandissante d'industries eurasiatiques... voir enfin s'abaisser aux U.S.A. le fameux niveau de vie ».

Pour survivre, Klemgan n'envisage rien moins qu'une totale désaméricanisation des U.S.A. : « réformer de fond en comble le caractère et la structure de leur société, remédier aux maux internes » et renverser la dictatures des marchands. Mais est-ce possible ? Un peuple asservi, diminué, sans ressort, saura-t-il se ressaisir à temps ? L'auteur ose à peine l'espérer, et il écrit, dans l'une de ses dernières pages :

« Si rien ne (vient) renverser le présent *trend*, c'est vers leur autodestruction que s'acheminent les U.S.A. »et, « au premier rang des facteurs destructifs », l'auteur cite « le désaveu de l'homme-individu et son remplacement... par le robot... l'irréligiosité... l'extinction de vie spirituelle... les maux meurtriers du cerveau et du corps... la pratique désagrégeante de l'artifice contre nature... le règne de maîtres sans conceptions historiques et sans mobiles élevés... la tromperie du peuple par le gouvernement... ».

Ce n'est donc pas des U.S.A. que peut venir, selon l'auteur, le salut de l'Occident, ni non plus des Soviets, mais de l'Europe. L'Europe conclut-il, doit se reprendre en mains, et s'unir pour échapper à une américanisation qui lui serait fatale.

Mais s'unir dans le *statu quo*, cela a-t-il un sens ? Et comment une Europe à structure capitalisie éviterait-elle la satellisation US ? Il semble que les perspectives politiques de Klemgan manquent d'ouverture ce n'est pas en s'isolant que l'Europe se préservera du mal américain, c'est en se socialisant. Il ne paraît pas que l'auteur de *John Doe* ait entrevu que les chances de l'homme aujourd'hui, se trouvent dans un socialisme qui, justement appliqué constitue la seule sauvegarde de l'humanisme.

Ces réserves ne diminuent en rien la valeur d'un témoignage qui s'impose par la richesse de sa documentation, sa clairvoyance et son honnêteté.

Maurice MASCHINO

PER KLEMGAN, *John Doe, Notre Frère* (Jeux et destins des U.S.A.. Vernier édit.

LA SEMAINE POLITIQUE AU MAROC

par EL MOLAHID

L'affaire des armes du "Slovenija" n'est pas terminée

Alors que notre Ministre des Affaires Etrangères affirmait, lors de l'araisonnement du bateau yougoslave, que ces armes étaient destinées au Yemen, voici que le gouvernement yéménite rétorque que cette cargaison ne lui était pas destinée. Et alors que le représentant officiel marocain affirmait ne pas avoir été saisi d'une demande quelconque d'importation d'armes, voici que le porte-parole yougoslave déclare que, parmi les papiers du « Slovenija », il existait bien un document des autorités du port de Casablanca autorisant le déchargement ! M. Mohamed Laraki, destinataire officiel des armes, petit commerçant de la Route de Médiouna, n'a encore rien fait pour récupérer la cargaison dont il avait pris charge en tant que mandataire... Pourtant, il s'agit d'une valeur de deux milliards de francs environ... Ce désintéressement, à qui profitera-t-il ?...

Les bases américaines : danger permanent pour les Marocains

Lors de son voyage à Ankara, M. Dulles s'est arrêté 24 heures au Maroc. Il a eu une longue conversation avec le Ministre des Affaires Etrangères du Maroc, conversation à la suite de laquelle M. Dulles a pu affirmer que le mot « Algérie » n'avait pas été prononcé ! Certes, les Etats-Unis ayant renfloué la caisse française, il était inutile de parler des Algériens, de cette guerre qui ne veut avouer son nom et des maux innombrables qu'elle entraîne, tant pour nos frères algériens que pour le Maroc et la Tunisie.

Ces messieurs semblent cependant s'être entretenus des bases américaines situées au Maroc. Mais est-ce bien dans le sens que le demande le peuple marocain qui ne comprend pas pour quelles raisons on cherche à transformer ce pays pacifique en une cible pour armes atomiques ?

Pour illustrer le danger permanent que constituent ces bases, voici ce qui s'est passé hier à la base de Sidi Slimane près de Kenitra (Port Lyautey). Un avion à réaction ayant pris feu, l'incendie se répandit rapidement. Une sirène avertit les familles et les civils de la base d'avoir à évacuer le plus rapidement possible appartements et bureaux. 2.000 voitures (d'après les indications des journaux d'information) quittèrent précipitemment la base, emmenant au loin ces familles américaines. Tout cela, parce que l'on craignait l'explosion d'une bombe H !.. Or, qui a averti la population civile marocaine habitant ces localités ? — Qui aurait pris soin d'elle, si l'explosion s'était réellement produite ? — Pourquoi, les Marocains doivent-ils servir de cobayes à des apprentis-sorciers ?...

Enlevés, déportés, arrêtés

A Tanger, nos camarades ont reçu, parmi de nombreuses autres délégations venues de toutes les provinces du Nord marocain, celle composée des femmes de démocrates enlevés et arrêtés. Elles sont une trentaine, ayant toutes une famille à leur charge. Une pauvre femme, parmi elles, a onze enfants à nourrir ! Comment font-elles ? — La solidarité des membres du P.D.I. est chose admirable, d'autant plus admirable que la plupart parmi eux sont gens pauvres, écartés des prébendes, mis en chômage pour ne pas avoir adhéré à la doctrine officielle qui seule donne droit aux places et aux honneurs.

Mais aucune de ces femmes ne s'est plaint. Au contraire, l'une d'elles, femme jeune et instruite, dont le mari vient d'être arrêté et torturé, a déclaré : « Nous, femmes, nous n'avons encore fait aucun sacrifice pour la liberté et la démocratie : notre tour vient maintenant ! ». Et elle prouve son courage tous les jours, en ralliant et encourageant les amis de son mari.

Le cas de certains de ces hommes auxquels la liberté a été retirée sans qu'une action de justice n'ait précédée ou suivie est désespéré. Sont-ils encore en vie ? — Nos amis Brahim Ouazzani, Abdelkader Berrada, Taoud, où sont-ils ? Le gouvernement, nous donnera-t-il bientôt une réponse à cette question angoissante pour nous, angoissante pour les nombreuses familles qui attendent ?...

La Consultation populaire dans "Er Rai El Amin"

C'est avec un succès croissant qui a obligé notre journal de langue arabe à consacrer quotidiennement non une demie-page, mais une page entière aux réponses, que se continue la consultation populaire concernant le projet de loi sur les libertés publiques. La place nous manque dans cet hebdomadaire pour reprendre ces lettres, échos venus de tous les coins du Maroc pour attester l'éveil et la vitalité d'un peuple qui demande à exprimer sa foi démocratique.

Nous ne résistons pas, cependant, de communiquer à nos lecteurs cette lettre portant 44 signatures de personnes habitant Tanger et dont voici le texte :

« Nous sommes contre le projet de dahir présenté par le Ministre de l'Istiqlal et qui envisage la dissolution des partis sans en référer au Conseil des Ministres. Nous demandons aux ministres de renoncer à leur projet, de se déplacer pour venir voir nos habitations. Nous vivons encore dans des baraques situées dans cette ville que l'on appelle la « Perle du Maroc ». Chaque baraque abrite de 6 à 10 personnes. Elle abrite avec nous toutes sortes de maladies, dont la tuberculose. Ajoutons que nous sommes des chômeurs et que nous ne trouvons pas de quoi nous nourrir. Que les ministres pensent donc à la libération économique de notre pays, à l'évacuation par les troupes étrangères et à l'unification de notre territoire. De toute façon, que les ministres soient persuadés que nous ne nous soumettrons pas à la dictature, même si l'on nous coupait en morceaux... Nous mettons notre confiance en notre Roi, son fils et en les dirigeants du P.D.I. ».

Et celle-ci, signée de M. Mustapha Ben Kacem, quartier Sidi Othman n° 4, Casablanca :

« ...Ce projet est dépassé. Le peuple marocain a lutté, sans épargner des sacrifices, pour arracher ses libertés et ses droits aux anciens opresseurs. Il l'a fait pour bénéficier aujourd'hui de toutes les libertés, entre autres de la liberté de constituer des partis politiques et des associations. Nous continuons à donner notre confiance au Guide Suprême de la nation S.M. le Roi. Nous disons que ce projet est incompatible avec les aspirations du peuple et avec les déclarations de S.M. le Roi que le peuple n'a pas oubliées. Un parti unique signifie une opinion unique, c'est à dire une opinion emprisonnée ! Un Maroc sans parti d'opposition est un Maroc prisonnier, c'est-à-dire, un Maroc de Protectorat ! »

Liberté à sens unique

En même temps que le Ministre de l'Intérieur faisait interdire les conférences annoncées régulièrement par nos camarades Boutaleb et Bensouda, anciens ministres, il a autorisé cette semaine un certain nombre d'autres conférences. MM. David, Dédian, Maury, Ardent et Stieger, ressortissants français, ont pu parler librement à Casablanca, Tanger et Rabat. MM. Ahmed Slaoui, Allal Fassi et Abdelkaleb Khabbej, membres du parti de l'Istiqlal, ont également joui de la liberté de paroles à Oujda, Fez et Rabat... Et M. Ben Mbarka a clôturé la semaine des conférences, par celle donnée à Salé aux Jeunesses Istiqlaliennes !

Les sujets démocratiques traités par nos camarades, seraient-ils si dangereux que le gouvernement actuel ne trouve que ce seul moyen de l'interdiction pour les étouffer ? — Et la liberté serait-elle à nouveau, à sens unique ?

Que des étrangers, rentrés dans leur pays, déclarent que la liberté de parole existe au Maroc, nous en sommes flattés. Mais nous nous élevons contre la falsification qui consiste à autoriser les uns à encenser le gouvernement, et à interdire aux autres d'avancer de très légitimes critiques. Auront-on déjà oublié le passé récent qui a démontré ce qui advient, lorsqu'on essaie de supprimer la liberté pour tous ?...

Acquittement pur et simple, après plus d'un mois de prison

Par décision du Pacha de Kouribga, Samir El Maati, notre secrétaire à Kouribga, a été arrêté le 10 août 1957, à la suite d'un meeting organisé par notre parti dans cette ville. Le Pacha entre temps a avancé de grade, puisqu'il est actuellement gouverneur de la province d'Ouarzazat. Samir El Maati est resté en prison jusque fin septembre.

A la suite du procès qui s'est déroulé à huis clos, Samir El Maati, défendu par notre camarade Me Abdelkader Benjelloun, a été libéré provisoirement.

L'appel a eu lieu le 30 janvier 1958 à Beni Mellal. Me Thami Ouazzani a assuré la défense. Le Tribunal a acquitté purement et simplement notre ami Samir.

Boutaleb et Bensouda dans le Nord

Nos camarades Boutaleb et Bensouda ont raconté, cette semaine, dans l'organe arabe de notre parti, le voyage qu'ils ont fait dans la zone Nord de notre pays. Pour résumer leurs impressions, ils ont parlé du « retrait de la liberté » en zone nord, retrait qui se poursuit plus silencieusement, sinon plus efficacement que le « retrait de la peseta » !

Invités par les sections de Tétouan et de Tanger à faire des conférences publiques dans ces deux villes, nos amis ont été avertis, dans les deux villes, de l'interdiction faite par le Ministre de l'Intérieur, et ce, malgré l'autorisation préalablement donnée par les autorités locales responsables en cette matière.

Malgré cela, le voyage fut un triomphe pour le parti. A Kenitra, Souk l'Arba, Ksar El Kebir, avant Tétouan, Boutaleb et Bensouda ont reçu les délégués des sections locales. A Souk l'Arba, le bureau local ne désemplit pas, malgré les forces policières et militaires qui l'entouraient afin d'impressionner les partisans du P.D.I. et les autres !

A Tétouan, ils furent l'objet d'une surveillance scrupuleuse de la part de la police ! L'annonce de l'interdiction étant intervenue trop tard, des milliers de personnes se pressaient le vendredi 24 janvier devant le Théâtre de la ville où devait avoir lieu la conférence. La police nombreuse ne réussissait pas à disperser cette foule dense, et il fallait l'intervention de nos amis en personne pour éviter des échaffourées. D'ailleurs, en suite de l'ordre de jeûne donné par le P.D.I. pour commémorer les mots de Souk l'Arba, Tétouan revêtit un véritable aspect de Ramadan. En cortège, les amis se rendirent à une mosquée loin de la médina — afin d'éviter des heurts avec les forces de la police. Et dans cette petite mosquée, ils entendirent un prêche, non préparé pour eux, prononcé par un vieil imam qui exhortait à la fraternité et stigmatisait la haine entre frères allant jusqu'au meurtre pour des raisons de basse politique !

La même chose se produisit à Tanger où, malgré une autorisation écrite du gouverneur de la ville, un contre-ordre du Ministre interdisait la réunion. Partout une foule consciente et prête à lutter pour la reconquête de la liberté s'est manifestée clairement.

Quelle différence avec ces réunions pré-fabriquées où certains leaders d'un certain parti ne trouvent que la fanfare et la police pour les applaudir ! Le peuple connaît les bonnes et les mauvaises causes. Et le silence de nos amis a fait plus d'effet que les paroles creuses de certains autres...

Nous disions à la fin de la semaine dernière que les libertés étaient suspendues et que le Ministre de l'Intérieur M'hamedi s'était dévoilé.

Si ce Ministre adversaire acharné de la démocratie a pris des mesures policières pour lutter contre la liberté et empêcher les leaders du Parti Démocrate de l'Indépendance de parler et de s'adresser au peuple, il n'a pu empêcher le peuple de venir vers eux et de les écouter dans les locaux du Parti ou dans des maisons amies.

M'hamedi restera dans l'histoire du Maroc indépendant comme un ministre qui a hérité des méthodes colonialistes et les appliquent avec prédilection. Mais les colonialistes ont été battus et il sera aussi par le peuple marocain.